



LE MONDE
HRW accuse le régime al-Assad de « crimes contre l'humanité »
Page C 8



CULTURE
SAT: Marshall McLuhan en immersion
Page C 10

ÉCONOMIE

L'EUROPE FACE AUX MARCHÉS

L'Italie adopte les réformes anti-crise

Lucas Papadémos a la tête du nouveau gouvernement de la Grèce

FRANÇOISE KADRI

Rome — L'Italie est parvenue à rassurer un peu les investisseurs hier avec l'adoption au Sénat d'un plan anti-crise promis à l'UE, prélude au départ attendu aujourd'hui de Silvio Berlusconi, tandis que la Grèce s'est dotée d'un gouvernement au complet et a reçu le soutien de Berlin. Les sénateurs italiens ont adopté sans difficulté les réformes anti-crise après avoir salué avec chaleur l'arrivée en leur sein de l'ex-commissaire européen Mario Monti, pressenti pour succéder au Cavaliere et nommé mercredi sénateur à vie. Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy, en visite en Italie, a qualifié ce vote de « pas dans la bonne direction », avant l'adoption des mêmes mesures prévue à la Chambre des

députés aujourd'hui. Silvio Berlusconi s'est engagé à démissionner juste après.

Ensuite, la balle passera dans le camp du président Giorgio Napolitano, que M. Van Rompuy devait rencontrer hier soir avant une entrevue avec le Cavaliere. Le chef de l'état mènera des consultations et choisira rapidement, sans doute dès demain, un successeur au magnat des télévisions.

Les marchés continuaient de parier sur la désignation rapide de « Super Mario » à la tête d'un gouvernement de transition. La Bourse de Milan a gagné 3 % hier et les taux obligataires italiens se sont repliés à environ 6,5 %, sous le seuil psychologique des 7 % qu'ils avaient largement dépassé au pic de la crise de confiance dans l'Italie. Selon des opérateurs financiers, M. Monti « vaut

100 à 150 points de spread », l'écart entre les taux des emprunts d'Etat italiens et allemands.

Sur les rails

Alors que les inquiétudes se renforçaient sur la France, le président Nicolas Sarkozy a estimé qu'il fallait rapidement « remettre sur les rails la Grèce et l'Italie », ajoutant que c'était « ce qui est en train de se passer ».

A Athènes, un nouveau gouvernement a prêté serment sous la houlette de l'ex-banquier central européen Lucas Papadémos. Le ministre des Finances Evángelos Vénizélos, socialiste de 54 ans, conserve son poste après avoir joué un rôle clé ces derniers mois lors de l'aggravation de la crise

VOIR PAGE C 2: RÉFORMES



BRENDAN MCDERMID REUTERS

Standard and Poor's annonçait jeudi par erreur que la France avait perdu son précieux « triple A ».

Incident de Standard & Poor's L'Europe veut sévir contre les agences de notation

YACINE LE FORESTIER

Bruxelles — La Commission européenne s'apprête à proposer de durcir encore les règles de fonctionnement des agences de notation avec notamment la possibilité de poursuite civiles en justice, dans un climat tendu par la crise de la dette et l'erreur qualifiée de « grave » de Standard & Poor's sur la France.

« Cet incident est grave », a estimé hier le commissaire européen aux marchés financiers, Michel Barnier, à propos de la bourde de S&P, en appelant les agences à faire preuve « d'une rigueur et d'un sens particulier de la responsabilité ».

Il a invité l'ESMA, l'autorité européenne de surveillance des agences de notation, en coordination avec l'Autorité française des marchés financiers (AMF), à « diriger les conséquences » de cet incident.

L'incroyable bourde de l'agence de notation Standard and Poor's, annonçant jeudi par erreur en pleine crise de la dette que la France avait perdu son précieux « triple A », a déjà suscité jeudi la colère de Paris et l'ouverture d'une enquête du gendarme français des marchés.

Les agences Standard & Poor's, Moody's et Fitch, dont les évaluations des États, des produits financiers et des entreprises font la pluie et le beau temps sur les marchés, sont depuis longtemps critiquées.

Elles se voient régulièrement accusées de ne pas avoir fait leur travail de vigie lors de la crise financière des subprimes partie des États-Unis en 2007, ou aujourd'hui d'attiser la crise de la dette en dégradant la note de certains pays sans toujours fournir de justifications convaincantes.

Dans l'UE, la réglementation des agences de notation a déjà été durcie, avec la création cette année de l'ESMA, des obligations d'enregistrement strictes, une transparence accrue de leur travail et des sanctions en cas de violation très grave de la législation.

Théoriquement, dans pareil cas, l'ESMA peut aller jusqu'à retirer sa licence à une agence, à saisir une juridiction pénale ou à lui infliger une amende allant jusqu'à 20 % de ses revenus annuels.

M. Barnier veut aller cette fois plus loin et, hasard de calendrier, présentera des propositions sur le sujet mardi. Il entend « créer un cadre européen de responsabilité civile en cas de faute caractérisée ou de négligence grave ».

Cela pourrait permettre un jour à un pays comme la France, ou à un investisseur lésé, de se tourner directement vers les tribunaux pour réclamer des dommages et intérêts au sujet d'un incident comme celui qui s'est produit jeudi avec S&P.

Atténuer la dépendance

Bruxelles entend aussi « réduire la dépendance » des États et des entreprises à l'égard de ces agences, en demandant par exemple aux banques de faire davantage d'évaluations en interne sans se tourner systématiquement vers ces agences, et surtout en imposant un système « de rotation », selon une source proche du dossier.

Les États ne devraient pas se contenter d'un contrat d'évaluation avec une seule agence mais en utiliser alternativement plusieurs.

La Commission ambitionne aussi d'augmenter la rigueur de la notation des États et « d'éliminer les conflits d'intérêt » dans un système où aujourd'hui l'État ou l'entreprise évaluée paie pour le service rendu. Et où une agence peut à la fois évaluer par exemple la note de solvabilité d'une banque et dans le même temps attribuer une note à l'un des produits financiers.

Dernier point: comment s'attaquer à l'oligopole de Standard and Poor's, Moody's et Fitch? Bruxelles a renoncé à l'idée d'une agence européenne publique concurrente. « Il faudrait qu'elle soit crédible pour les marchés et cette condition n'existe pas aujourd'hui », a justifié la porte-parole de M. Barnier, Chantal Hugues.

En revanche, selon la source proche du dossier, la Commission pourrait à l'avenir publier un indice de notation très large compilant par exemple sur un pays donné les évaluations de toutes les agences existantes, y compris les petites ou celles qui tentent de s'implanter.

Agence France-Presse



Deux hommes observent les indices boursiers à travers la vitrine d'une banque à Milan.

Analyse sur la zone euro

Les marchés sont-ils responsables de la chute des gouvernements?

JEAN-BAPTISTE OUBRIER

Paris — La crise de la dette en zone euro a donné un rôle prépondérant aux marchés accusés d'avoir eu la peau de plusieurs gouvernements, une pression jugée à la fois dangereuse pour la démocratie et légitime compte tenu de l'incurie de certains dirigeants.

Après le premier ministre grec Georges Papandréou, le chef de l'exécutif italien Silvio Berlusconi vient d'annoncer son départ, pris à la gorge par une situation financière incontrôlée et un déficit de confiance des marchés.

Mise sous tutelle, diktat, déni de démocratie, les marchés sont le coupable désigné pour certains, au point d'être accusés de faire et défaire les gouvernements en lieu et place des électeurs. Cette remise en cause du

jeu démocratique est notamment relevée par une partie de la presse italienne qui soulignait jeudi que la démission de Silvio Berlusconi est d'abord le fait

Les marchés ne feraient donc que cibler les pays à risque, pointant du doigt le problème bien réel et non résolu de la dette, de peur de ne pas être remboursés

des « bulldozers des marchés ».

Plusieurs économistes relativisent toutefois l'impact des investisseurs sur les gouvernements. « Si on veut soustraire les États au pouvoir des marchés, il faut arrêter de s'endetter. Ce pouvoir, on leur a donné en s'endettant massivement », explique Gunther Capelle-Blancard, professeur d'économie à l'université Paris I.

Et les pays endettés sont nombreux à avoir vu leur gouverne-

ment déstabilisé, comme le Portugal ou l'Irlande. Même la France, notée triple A, voit le thème de la dette occuper une grande place dans le débat politique.

« Ce n'est pas que les marchés prennent de l'influence, c'est qu'on ne leur répond pas », juge Philippe Dessertine, professeur d'économie à l'Institut de Haute Finance.

Indicateurs

La meilleure preuve que les marchés ne jouent pas toujours contre les pays, est à chercher du côté des États-Unis, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni, qui se financent tous à bon compte, certes pour des raisons

VOIR PAGE C 7: CHUTE

La France craint d'être la prochaine victime

Le nouveau plan de rigueur ne convainc pas Bruxelles

FABRICE RANDOUX

Paris — Après l'Italie, la France craint d'être la prochaine victime de la crise de la dette, les marchés et Bruxelles ne semblant pas convaincus par le nouveau plan de rigueur du gouvernement face à la dégradation de la situation économique.

« Après la Grèce et l'Italie, la France ? », titrait hier le quotidien *Le Monde* en constatant que le taux des emprunts d'Etat à 10 ans de la France, 3,4 %, est désormais près de deux fois supérieur à celui accordé à l'Allemagne, même s'il reste encore deux fois inférieur à celui de Rome.

Bien que France et Allemagne disposent toutes les deux de la meilleure note possible attribuée par les agences financières — un « triple A » —, la perception des deux pays par les investisseurs est de fait bien différente. « Ne nous faisons pas d'illusions : sur les marchés, la dette [française] n'est déjà plus AAA », a constaté Jacques Attali, ex-conseiller du président Mitterrand.

La diffusion « par erreur » jeudi d'une note de Standard et Poor's sur un prochain abaissement de la note de la deuxième économie de la zone euro a accentué la nervosité sur les marchés. L'incident intervient quelques semaines après le coup de canif de l'agence Moody's, qui s'est donné trois mois pour déterminer si la perspective « stable » attachée à la note de la France restait justifiée.

La Commission européenne a accru le pessimisme ambiant en estimant jeudi que le nouveau plan de rigueur annoncé trois jours auparavant par le gouvernement français ne suffirait pas à ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2013 et a demandé à Paris des « mesures supplémentaires ».

Ce plan, qui table sur 7 milliards d'euros d'économies ou de nouvelles recettes d'ici à fin 2012 et s'ajoute à un précédent plan de 12 milliards décidé fin août, se fonde principalement sur une accélération de la réforme des retraites, une hausse ciblée de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

Le compte n'y est pourtant pas aux yeux de Bruxelles, qui prévoit une croissance française pour les deux ans à venir (0,6 % en 2012, 1,4 % en 2013) encore plus faible que ce qu'envisage le gouvernement (1 % et 2 %).

Ce dernier a répondu en réaffirmant sa « détermination totale » à « respecter la trajectoire intangible de réduction des déficits publics qu'il s'est fixée ». La ministre du Budget Valérie Pécresse a exclu cependant un troisième plan de rigueur avant l'élection présidentielle d'avril-mai 2012, assurant avoir mis en réserve « six milliards de crédits en cas d'accident de croissance » pendant l'année.

Consensus politique

Face à cette méfiance des marchés financiers, qui pourrait encore s'accroître à l'approche de la présidentielle, le gouvernement de la Banque de France Christian Noyer a appelé hier au consensus politique. « Il est important qu'un consensus politique

« Ne nous faisons pas d'illusions : sur les marchés, la dette [française] n'est déjà plus AAA »

« Ne nous faisons pas d'illusions : sur les marchés, la dette [française] n'est déjà plus AAA »

— Jacques Attali, ex-conseiller du président Mitterrand

VOIR PAGE C 7: FRANCE

LES MARCHÉS BOURSIERS



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %	Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
S&P TSX	165 644	12 276,85	+167,98	1,4	Matériaux	59 950	402,64	+9,87	2,5
S&P TX20	67 777	650,67	+8,19	1,3	Immobilier	3 858	201,29	+2,13	1,1
S&P TX60	88 672	698,54	+10,38	1,5	Télécoms	3 451	99,79	+0,38	0,4
S&P TX60 Cap.	88 672	772,44	+11,47	1,5	Serv. collect.	3 138	224,31	+1,47	0,7
Cons. de base	2 095	204,99	-0,28	-0,1	Métaux/minerais	19 571	1 085,17	+24,94	2,4
Cons. discrét.	13 005	83,99	+1,00	1,2					
Énergie	34 546	275,75	+3,63	1,3					
Finance	21 987	166,27	+1,41	0,9					
Aurifère	39 518	430,13	+11,34	2,7					
Santé	546	55,62	+1,17	2,1					
Tech. de l'info	6 047	26,96	+0,38	1,4					
Industrie	6 011	107,18	+0,62	0,6					

TSX CROISSANCE

TSX Venture	70 589	1 641,31	+16,75	1,0
-------------	--------	----------	--------	-----

Consultez toutes les cotes boursières sur www.vmdconseil.ca

HIER À LA BOURSE: Toronto a bondi, profitant des signes de progrès en provenance de l'Italie et de la Grèce dans la prise en charge de leurs sérieux problèmes de dettes. Les banques canadiennes et le marché obligataire national étaient fermés vendredi à l'occasion du jour du Souvenir.

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE ET DE BASE							
▼ Alim. Couche-Tard	ATD.B	30,41	-0,36	-1,17	177	23,65	31,34
▼ Astral Media	ACM.A	33,00	-0,70	-2,08	85	31,00	42,80
▲ Canadian Tire	CTC.A	62,66	0,66	1,06	125	51,80	68,93
Cogeco	CCA	49,09	-0,26	-0,53	26	38,52	50,17
Corus	CJR.B	19,18	-0,14	-0,72	85	18,51	23,78
Jean Coutu	PJC.A	12,93	-0,07	-0,54	43	9,10	13,17
Loblaws	L	38,38	-0,05	-0,13	171	34,51	43,39
▲ Magna	MG	34,63	0,49	1,44	483	31,91	61,65
▲ Metro	MRU.A	49,25	0,65	1,34	113	42,11	50,54
Quebecor	QBR.B	33,36	-0,11	-0,33	43	26,52	39,62
▲ Rona	RON	9,60	0,31	3,34	2 367	9,19	15,40
Saputo	SAP	40,32	0,12	0,30	194	35,80	49,05
▲ Shaw	SJR.B	20,74	0,44	2,17	3 374	19,10	22,45
Shoppers Drug Mart	SC	42,59	-0,25	-0,58	271	36,67	43,04
▲ Tim Hortons	THI	51,58	1,49	2,97	285	38,75	51,68
▼ Transat A.T.	TRZ.B	6,79	-0,21	-3,00	26	5,56	19,97
▼ Yellow Media	YLO	0,35	-0,00	-1,41	4 014	0,12	6,40

ÉNERGIE							
▲ Cameco	CCO	20,03	0,34	1,73	756	17,61	44,28
▲ Canadian Natural	CNQ	37,68	0,54	1,45	1 961	27,25	50,50
▲ Canadian Oil Sands	COS	21,11	0,54	2,63	1 945	18,17	33,94
▲ Enbridge	ENB	35,10	0,55	1,59	3 084	27,04	35,62
EnCana	ECA	20,58	0,10	0,49	3 440	18,71	34,25
Enerplus	ERF	27,32	-0,21	-0,76	448	23,00	32,83
▲ Nexen	NXY	17,29	0,33	1,95	481	14,75	27,11
Pengrowth Energy	PGF	10,48	0,09	0,87	707	8,48	13,96
▲ Pétrolière Impériale	IMO	42,40	0,63	1,51	222	34,15	54,00
▲ Suncor Energy	SU	32,36	0,75	2,37	2 721	23,97	47,27
▲ Talisman Energy	TLM	14,22	0,26	1,86	1 569	11,34	24,82
▲ TransCanada	TRP	40,81	0,96	2,41	3 968	35,49	44,10

FINANCIÈRES							
B. CIBC	CM	71,92	0,47	0,66	1 018	67,32	85,56
B. de Montréal	BMO	57,40	0,53	0,93	2 252	55,02	63,94
B. Laurentienne	LB	44,91	-0,24	-0,53	20	38,62	55,87
B. Nationale	NA	69,35	0,59	0,86	858	63,80	81,98
▲ B. Royale	RY	45,65	0,65	1,44	3 372	44,38	61,53
B. Scotia	BNS	51,37	0,38	0,75	1 110	49,01	61,28
B. TD	TD	72,40	0,53	0,74	1 455	68,55	86,82
▲ Brookfield Asset	BAM.A	29,14	0,52	1,82	1 895	25,91	33,95
Cominar Real	CUF.UN	22,03	0,04	0,18	149	20,00	23,00
▲ Corp. Fin. Power	PWF	26,11	0,61	2,39	222	23,75	31,98
Fin. Manuvie	MFC	12,04	0,03	0,25	7 654	10,91	19,29
Fin. Sun Life	SFL	21,55	0,00	0,00	1 338	21,42	34,39
▲ Great-West Lifeco	GWO	21,07	0,47	2,28	334	19,32	27,85
▲ Industrielle All.	IAG	27,60	0,30	1,10	153	26,31	42,02
▲ Power Corporation	POW	23,98	0,32	1,35	284	20,90	29,50
TMX	X	44,66	0,35	0,79	143	33,51	45,69

INDUSTRIELLES							
Air Canada	AC.B	1,33	0,00	0,00	187	1,18	3,93
▲ Bombardier	BBD.B	4,24	0,05	1,19	2 025	3,42	7,29
CAE	CAE	10,04	-0,10	-0,99	145	9,03	13,36
Canadien Pacifique	CP	62,70	0,52	0,84	436	46,01	69,48
Chemin de fer CN	CNR	80,78	0,19	0,24	512	63,67	81,05
SNC-Lavalin	SNC	51,70	0,50	0,98	148	38,51	63,23
Transcontinental	TCLA	12,30	-0,03	-0,24	45	9,96	17,25
▲ TransForce	TFI	13,29	0,91	7,35	367	9,76	16,00

MATÉRIAUX							
Agrium	AGU	79,63	0,44	0,56	474	63,93	98,02
▲ Barrick Gold	ABX	53,72	1,70	3,27	2 003	42,06	55,99
▲ Goldcorp	G	54,58	2,28	4,36	2 031	38,99	55,93
▲ Kinross Gold	K	14,42	0,36	2,56	3 594	13,42	19,67
▲ Mines Agnico-Eagle	AEM	47,71	0,62	1,32	500	42,04	88,52
Potash	POT	47,45	0,45	0,96	2 663	41,99	63,19
▲ Teck Resources	TCK.B	38,31	0,56	1,48	3 033	27,39	64,62

SERVICES PUBLICS							
▲ Fortis	FTS	33,54	0,58	1,76	1 674	28,24	35,45
TransAlta	TA	21,59	0,03	0,14	210	19,45	23,42

TECHNOLOGIE							
CGI	GIB.A	19,95	-0,17	-0,84	375	15,98	24,30
▲ Research In Motion	RIM	18,69	0,82	4,59	4 624	17,57	69,30

TÉLÉCOMMUNICATIONS							
BCE	BCE	39,75	0,36	0,91	958	32,80	39,97
Bell Alliant	BA	27,54	-0,02	-0,07	49	25,21	29,19
Rogers	RCL.B	37,96	0,01	0,03	2 066	33,29	39,13
Telus	T	54,34	0,43	0,80	185	44,05	55,66

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE							
iShares DEX	XBB	31,08	-0,13	-0,42	127	29,19	31,42
▲ iShares MSCI	XEM	23,21	0,33	1,44	11	20,10	27,24
▲ iShares MSCI EMU	EUZ	30,12	1,08	3,72	170	25,57	42,22
▲ iShares S&P 500	XSP	14,48	0,27	1,90	147	12,31	15,77
▲ iShares S&P/TSX	XIC	19,36	0,24	1,26	67	17,10	22,61

INDICES QUÉBÉCOIS							
Indice	Fermeture	var. pts	var. %				
INDICE QUÉBEC IQ30	1280,57	-0,35	-3,72				
INDICE QUÉBEC IQ120	1340,23	+0,26	-4,88				

Desjardins & Cie

C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

Un accès instantané à vos données, une prise de décision éclairée.

desjardins.com/entreprises

Accès D Affaires

Desjardins

Coopérer pour créer l'avenir

ÉCONOMIE

MARCHÉS BOURSIERS

Wall Street tourne la page Berlusconi

New York — La Bourse de New York a fini hier en forte hausse, saluant l'arrivée du gouvernement de transition en Grèce et l'adoption par le Sénat italien du plan d'austérité, qui annonce la démission de Silvio Berlusconi: le Dow Jones a pris 2,2 % et le Nasdaq 2 %.

Selon les chiffres définitifs, le Dow Jones Industrial Average a gagné 259,89 points à 12 153,68 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 53,60 points à 2 678,75 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a avancé de 2 % (24,16 points) à 1 263,85 points. Sur la semaine, le Dow Jones a gagné 1,4 % et le S&P 0,8 %. Le Nasdaq a perdu 0,3 %.

Wall Street avait ouvert en hausse et a accéléré ses gains après la publication d'un indice montrant que le moral des ménages américains s'est amélioré en novembre, dépassant les attentes. Ces chiffres confirment que «la consommation réelle continue de connaître une croissance modeste», a noté Barclays Capital.

Pour Peter Cardillo, de Rockwell Global Capital, «l'information la plus importante reste [toutefois] que Silvio Berlusconi va apparemment démissionner dimanche. La situation semble s'améliorer en Europe, ce qui est très important», a-t-il souligné.

Le Sénat italien a adopté le plan promis à l'Union européenne pour réduire la dette et relancer la croissance de la zone euro. Ce vote ouvre la voie à l'adoption du plan au Parlement et donc au départ du

chef du gouvernement Silvio Berlusconi, qui devrait être remplacé par l'ex-commissaire européen Mario Monti, choix des marchés. «L'arrivée d'un nouveau premier ministre devrait dissiper certaines inquiétudes», a remarqué M. Cardillo, disant s'attendre à une poursuite de la hausse la semaine prochaine.

La situation s'améliorait également en Grèce où le gouvernement de coalition formé par le Premier ministre Lucas Papademos, ex-vice président de la Banque centrale européenne (BCE), a prêté serment hier. Le ministre grec des Finances reste dans les mains d'Evangelos Venizelos, qui a joué un rôle clé ces derniers mois.

À Toronto, l'indice S&P/TSX a avancé de 167,97 points (1,4 %) pour terminer la séance à 12 276,85 points. La publication de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan, qui s'est avéré bien meilleur que prévu, a aidé le sentiment général sur les Bourses américaines. La moyenne Dow Jones des valeurs industrielles a pris 259,89 points à 12 153,68 points, tandis que l'indice composé du Nasdaq a gagné 53,60 points à 2 678,75 points et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 24,16 points à 1 263,85 points.

Le cours du pétrole brut s'est apprécié de 1,21 \$US à 98,99 \$US le baril à la Bourse des matières premières de New York.

Agence France-Presse et La Presse canadienne

RÉFORMES

Les réformes ne sont cependant pas jugées suffisantes pour redresser les comptes de l'Italie qui ploie sous une dette colossale (120 % du PIB)

SUITE DE LA PAGE C 1

grecque. Dans un télégramme de félicitations, la chancelière allemande Angela Merkel a assuré M. Papademos que l'Allemagne «soutiendra» la Grèce dans ses efforts pour sortir de la crise. Maintenant que la situation est stabilisée en Grèce, le chef du fonds de secours de la zone euro, Klaus Regling, a appelé Rome à se dépêcher de former «un gouvernement capable de fonctionner».

M. Monti, déjà reçu pendant deux heures jeudi, a revu hier le président Napolitano, devenu le *deus ex machina* de la politique italienne, pour discuter du gouvernement de transition, qui pourrait prendre ses fonctions dès lundi matin. Le chef de l'État privilégie, selon les médias italiens, un gouvernement «de large entente», soutenu par une ample majorité parlementaire, où siègeraient à la fois le PDL de M. Berlusconi et l'opposition de gauche et centriste, jusqu'aux législatives du printemps 2013.

Cette hypothèse suscite de gros remous au sein du PDL du *Cavaliere*, qui serait prêt à accepter une telle solution de transition alors que des poids lourds de son parti réclament des élections immédiates pour clarifier le jeu politique. Dans un discours à Florence, M. Van Rompuy a souligné que «le pays a besoin de réformes, pas d'élections». Les investisseurs et partenaires étrangers de l'Italie, troisième économie de la zone euro, redoutent une période de flottement pendant les trois ou quatre mois que durerait une campagne électorale.

Les mesures anti-crise promises à l'UE (cessions de biens étatiques, allègements de la bureaucratie, incitations à l'emploi) devraient être adoptées définitivement cet après-midi à la Chambre des députés. Les réformes ne sont cependant pas jugées suffisantes pour redresser les comptes de l'Italie qui ploie sous une dette colossale (1900 milliards d'euros, 120 % du PIB).

Bruxelles doit une mission d'inspection à Rome cette semaine, presse l'Italie d'adopter aussi de nouvelles mesures d'austérité, estimant que les deux plans votés en juillet et en septembre pour 60 milliards d'euros ne lui permettront pas d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013.

Agence France-Presse

	Dépôt à terme				Prêt hypothécaire			
	30-59 jrs	1 an	3 ans	5 ans	6 mois	1 an	3 ans	5 ans
HSBC	0,50	1,00	1,35	1,80	4,45	3,60	4,45	5,39
Nationale	0,50	0,90	1,30	1,85	4,45	3,50	4,05	5,29
Laurentienne	0,50	0,80	1,20	1,80	4,40	3,50	4,05	5,29
Royale	0,60	1,00	1,40	1,85	4,45	3,50	4,05	5,29
Scotia	0,15	0,90	1,25	1,75	4,55	4,30	4,39	5,29
TD	0,81							

ÉCONOMIE

La Financière Power accroît ses bénéficiaires de 338 millions au 3^e trimestre

Toronto — La Corporation Financière Power a amélioré son bénéfice du troisième trimestre, une réduction des coûts ayant aidé à compenser une chute de 600 millions dans ses revenus.

La Financière Power, propriétaire de quelques-unes des plus importantes entreprises de services financiers du Canada, a vu son bénéfice net attribuable aux actionnaires s'accroître de 312 millions au trimestre terminé le 30 septembre, soit 44 ¢ par action. En comparaison, il avait atteint 294 millions, ou 41 ¢ par action, à la même période un an plus tôt.

Des filiales comme la compagnie d'assurances Great West et la firme d'investissements européenne Pargesa, ont quant à elles généré des profits plus modestes. Le bénéfice d'exploitation de la Financière Power a fléchi à 454 millions, ou 60 ¢ par action, après avoir atteint 465 millions, ou 62 ¢ par action, au troisième trimestre de 2010. La contribution de la Great West au bénéfice d'exploitation de Power n'a été que de 312 millions, contre 323 millions l'an dernier. La contribution du géant des fonds communs Financière IGM — le propriétaire du Groupe Invest-

tors et de la Financière MacKenzie — s'est par contre appréciée à 121 millions, après s'être chiffrée à 104 millions il y a un an. Pargesa a contribué aux résultats de Power à hauteur de 36 millions, comparativement à 59 millions un an plus tôt. Cela reflète le fléchissement de l'euro face au franc suisse.

La Financière Power appartient à la Corporation Power du Canada, contrôlée par la famille montréalaise Desmarais. Cette dernière a par ailleurs affiché un bénéfice de 190 millions, soit 41 ¢ par action, pour son plus récent trimestre, comparativement à un bénéfice de 169 millions, ou 37 ¢ par action, pour la même période l'année dernière.

Les revenus totaux de Power Corporation ont reculé de 5,8 % à 9,2 milliards, incluant un montant net de primes de 4,4 milliards. Cette diminution est notamment attribuable à une chute de 9,8 % des produits de placement nets réguliers, lesquels se sont chiffrés à 1,36 milliard.

Le bénéfice d'exploitation a grimpé de près de 28 % à 348 millions, contre un bénéfice d'exploitation de 275 millions un an plus tôt.

La Presse canadienne

Nortel assise sur une montagne d'argent après ses ventes d'actifs

Toronto — Nortel Networks a indiqué hier qu'elle détenait 7,6 milliards \$US en liquidités soumises à restrictions à la fin du troisième trimestre, issues principalement de la vente de ses activités d'exploitation et de sa propriété intellectuelle, en plus d'autres fonds totalisant 792 millions.

Ces liquidités comprennent 4,1 milliards \$US de bénéfice net provenant de la vente de son portefeuille de brevets, le dernier de ses actifs commerciaux majeurs.

Nortel, qui a déjà été — et de loin — la plus importante entreprise technologique du Canada et l'un des principaux fournisseurs dans le monde de technologie téléphonique et sans fil et de services de transmission de données, a seulement eu trois millions en revenus ce trimestre.

L'entreprise est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies depuis janvier 2009.

La Presse canadienne

EN BREF

Rona voit sa dette décotée d'un cran

Rona, dont les magasins voient leurs ventes reculer depuis plus d'un an, vient de subir une décade de sa dette par l'agence de notation DBRS. La cote du détaillant passe de BBB à BBB (faible). Dans une note publiée en fin de journée jeudi, DBRS a expliqué que la note BBB n'était plus compatible avec les résultats d'exploitation de Rona, qui se sont grandement détériorés au cours des derniers mois.

— La Presse canadienne

Osisko enregistre un bénéfice de 9,3 millions

La Corporation Minière Osisko a affiché hier un bénéfice de 9,3 millions au troisième trimestre, soit 2 ¢ par action, après avoir épongé une perte de 10,2 millions ou 3 ¢ par action l'an dernier. Les résultats du troisième trimestre comprennent 13,2 millions en éléments hors caisse, dont une radiation de 4,9 millions pour le projet Goldboro et trois autres projets d'exploration de base. L'exclusion de ces charges hors caisse se solderait par un bénéfice ajusté de 22,5 millions pour le trimestre, ou 6 ¢ par action. L'aurifère montréalaise a réalisé un prix moyen de 1695

\$US par once d'or vendue au cours du trimestre, pour une marge monétaire de 756 \$ par once. Osisko a produit 73 814 onces d'or au cours du trimestre. — La Presse canadienne

TransForce achète I.E. Miller Services

L'entreprise montréalaise de transport et de logistique TransForce a annoncé hier l'acquisition de I.E. Miller Services, une entreprise qui se spécialise dans le déplacement d'équipements de forage. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. I.E. Miller compte environ 400 employés et exploite huit terminaux au Texas, en Louisiane, en Oklahoma, au Colorado et au Dakota du Nord. TransForce croit que la transaction ajoutera des revenus annuels d'environ 138 millions. — La Presse canadienne

Conférence régionale des élus de Montréal

La prochaine assemblée du conseil d'administration de la Conférence régionale des élus de Montréal aura lieu le lundi 14 novembre 2011, de 17 h 15 à 19 h, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville de Montréal, 275 rue Notre-Dame Est.

Les assemblées du conseil d'administration d'une conférence régionale des élus sont publiques.

Pour information :
Carle Bernier-Genest
Tél. : (514) 842-2400, poste 2083



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

ADM compte pouvoir lancer les travaux préliminaires sur l'Aérotrain l'an prochain.

Lien ferroviaire Montréal-Trudeau

Aéroports de Montréal ne craint pas de retard à cause d'Ottawa

SYLVAIN LAROCQUE

Aéroports de Montréal (ADM) ne craint pas outre mesure que les compressions budgétaires à Ottawa ne retardent davantage le projet de lien ferroviaire direct entre l'aéroport de Dorval et le centre-ville.

À l'issue d'un discours prononcé à la tribune de Manufacturiers et exportateurs du Québec, hier, le grand patron d'ADM, James Cherry, a reconnu qu'il y avait toujours un «risque» que les mesures d'austérité budgétaire ne se répercutent sur le projet, baptisé «Aérotrain».

Il a toutefois soutenu que PPP Canada, l'organisme fédéral à qui ADM demande de verser 200 millions \$ pour le projet, pouvait compter sur un financement «sûr», relativement indépendant des volontés politiques du gouvernement.

En mai dernier, M. Cherry avait dit s'attendre à ce que PPP Canada lui donne une réponse en septembre. Hier, il a indiqué que l'organisme avait approuvé le projet «en principe» et attendait désormais que le Canadien National et le Canadien Pacifique donnent leur aval.

«C'est lent parce que pour eux, nous avons besoin de faire beaucoup de simulations dynamiques pour déterminer exactement comment ça va opérer à l'intérieur de leurs réseaux, a-t-il expliqué. C'est important pour eux parce qu'ils ne voudront jamais mettre en péril leurs opérations ferroviaires et je comprends très bien ça.»

ADM compte néanmoins

pouvoir lancer les travaux préliminaires sur l'Aérotrain l'an prochain.

«Si tout va bien, la navette sera opérationnelle pour le 375^e anniversaire de Montréal, en 2017», a lancé le dirigeant.

Québec s'est déjà engagé à participer au projet à hauteur de 200 millions. ADM et le secteur privé devront fournir la même somme, de sorte que le budget total, en incluant la

contribution fédérale, s'élèvera à 600 millions.

Des critiques du projet soutiennent qu'il sera difficilement rentable et qu'il fera double-emploi avec les plans de l'Agence métropolitaine de transport d'accroître sa desserte ferroviaire dans l'Ouest de l'île de Montréal puisqu'il répondra seulement aux besoins des usagers de l'aéroport.

James Cherry a par ailleurs révélé hier que deux projets «raisonnables» sont actuellement à l'étude pour occuper l'ancienne aérogare de Mirabel, du moins en partie. L'édifice de verre et d'acier s'étend sur pas moins d'un million de pieds carrés.

«Il y a encore une faible lueur d'espoir qu'un promoteur international plante de nouvelles

Même s'il est utilisé par une vingtaine de transporteurs cargo et par plusieurs entreprises du secteur aéronautique, l'aéroport de Mirabel essuie encore des pertes annuelles de l'ordre de 5 millions

taxes municipales notamment. C'est pour cette raison que l'organisme est prêt à louer l'édifice à un coût relativement modique.

Le succès d'un éventuel projet permettrait à ADM de dire adieu aux dépenses très élevées occasionnées par l'aérogare, les frais de chauffage et les

activités dans le bâtiment de l'ancienne aérogare», a-t-il affirmé, en évoquant une éventuelle annonce l'an prochain.

Il y a quelques années, deux firmes françaises voulaient transformer les lieux en un gigantesque centre récréotouristique comprenant notamment un aquarium et une plage intérieure, un projet de 300 millions qui a finalement été abandonné en 2009 faute de financement.

Pertes

Même s'il est utilisé par une vingtaine de transporteurs cargo et par plusieurs entreprises du secteur aéronautique, dont Bombardier et Pratt & Whitney Canada, l'aéroport de Mirabel essuie encore des pertes annuelles de l'ordre de 5 millions \$. C'est cependant beaucoup moins que le manque à gagner d'une vingtaine de millions de temps où il y avait des vols passagers, a tenu à préciser M. Cherry.

Concernant l'attente au contrôle douanier à Montréal-Trudeau, qui est particulière-

ment longue certains après-midi lorsque plusieurs vols arrivent en même temps, ADM compte beaucoup sur l'implantation du système Passage automatisé à la frontière, prévue en mars prochain, pour améliorer la situation.

Cette initiative de l'Agence des services frontaliers du Canada, à l'essai depuis 2009 à l'aéroport de Vancouver, permet aux citoyens canadiens et aux résidents permanents de passer leurs passeports et leurs cartes de déclaration dans une machine, ce qui leur évite dans plusieurs cas d'avoir à parler à un agent.

Selon James Cherry, la moitié des voyageurs admissibles l'ont adopté à Vancouver, ce qui aurait considérablement réduit le temps d'attente là-bas.

Enfin, M. Cherry a estimé qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'Air Canada mette en place un vol direct entre Montréal et la Chine avant 2014. C'est cette année-là que le transporteur doit recevoir ses premiers 787 Dreamliner de Boeing, des avions plus petits que les 777 actuels et mieux adaptés, semble-t-il, à une telle liaison.

Selon des études d'ADM, quelque 400 personnes transitent chaque jour par Montréal-Trudeau pour se rendre en Asie du Sud-Est, dont la moitié en Chine, ce qui serait suffisant pour justifier un lien direct. Outre Air Canada, l'organisme courtier est également des transporteurs chinois.

La Presse canadienne



ASSOCIATION DES CADRES DES COLLÈGES DU QUÉBEC

Récipiendaire du prix « Relève de gestion » 2011



M^{me} Isabelle Fortier
Directrice adjointe des études
Collège François-Xavier-Garneau

C'est avec grande fierté que M. Jean Perron, président-directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec souligne la nomination de M^{me} Isabelle Fortier, directrice adjointe des études au Collège François-Xavier Garneau, au titre de « Relève de gestion » 2011.

M^{me} Fortier a été honorée pour sa capacité de mobilisation, sa créativité et ses grandes habiletés relationnelles, des qualités déployées notamment dans la mise en place d'approches innovatrices comme des stages rémunérés dans les programmes préuniversitaires, l'approche par problèmes en soins infirmiers et la préparation de sessions de formation à l'étranger.

Association des cadres des collèges du Québec
2430, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 1T2
Tél. : (418) 877-1500 Téléc. : (418) 877-4469
www.acccq.qc.ca



ASSOCIATION DES CADRES DES COLLÈGES DU QUÉBEC

Récipiendaire du trophée « Cadre émérite » 2011



M. Sylvain Vachon
Directeur de Groupe Collegia
Cégep de la Gaspésie et des Îles

L'Association des cadres des collèges du Québec a le plaisir de souligner la nomination de M. Sylvain Vachon, directeur de Groupe Collegia affilié au Cégep de la Gaspésie et des Îles, au titre de « Cadre émérite » 2011.

Reconnu pour son caractère novateur et ses qualités de mobilisateur dans un contexte de diminution démographique et de baisse de clientèle, M. Vachon a été honoré pour avoir su transformer un défi de taille en opportunité, en mettant en valeur les ressources et caractéristiques particulières de sa région au service de la formation continue, tout en positionnant celle-ci comme un chef de file dans le développement de l'énergie éolienne et du tourisme d'aventure.

Association des cadres des collèges du Québec
2430, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1V 1T2
Tél. : (418) 877-1500 Téléc. : (418) 877-4469
www.acccq.qc.ca

ÉCONOMIE

Faut-il craindre le retour de l'inflation? Si oui, quoi faire?



YOSHIKAZU TSUNO AGENCE FRANCE-PRESSE
Le scandale des malversations financières pourrait avoir des conséquences sur les ventes d'appareils photo d'Olympus.

Japon: le scandale Olympus risque de nuire aux entreprises

PATRICE NOVOTNY

Tokyo — Les révélations sur les malversations financières d'Olympus ont non seulement ruiné l'image de la célèbre firme d'appareils photo, mais risquent aussi d'entacher la réputation des entreprises japonaises aux yeux des investisseurs étrangers.

La firme a reconnu avoir dissimulé pendant des années des pertes subies dans les années 90 sur des investissements financiers risqués. Des frais officiellement déclarés pour des acquisitions de sociétés au cours des années 2000 ont en réalité servi à effacer ce passif des comptes.

«Le scandale va ternir la renommée d'Olympus et pourrait nuire à ses ventes d'appareils photo», estime Nanako Imazu, de la société de courtage CLSA. Les hôpitaux auxquels le groupe fournit des endoscopes, une de ses spécialités, «pourraient hésiter à traiter avec une société aussi mal gérée», a-t-elle ajouté.

Faisant l'objet d'enquêtes de toutes parts au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis, Olympus est sous la menace d'une radiation de la Bourse de Tokyo, alors que la valeur de son action a dégringolé de 80 % depuis le déclenchement de l'affaire le 14 octobre.

«Certaines des activités d'Olympus pourraient continuer d'exister en dehors du cadre du groupe, notamment les plus en pointe sur le plan technologique. Mais Olympus ne pourra pas survivre en tant que tel», prévient Yasuyoshi Masuda, professeur d'économie à l'Université Toyo. Il avoue avoir été «surpris par l'ampleur» de la fraude, deux décennies de montages complexes portant sur plus d'un milliard d'euros, selon la presse japonaise.

Selon lui, les sociétés japonaises, qui s'étaient adonnées à des placements hasardeux dans les années 80 et y ont laissé des plumes dix ans plus tard, avaient pourtant dans l'ensemble «assaini leurs méthodes de gestion en raison de réglementations plus strictes édictées après l'an 2000». Avant, une

entreprise pouvait maintenir dans ses comptes la valeur d'achat d'un actif financier, même si son prix s'était écroulé entre-temps. Désormais, les firmes sont tenues d'actualiser régulièrement le prix de leurs possessions.

Pour autant, les entreprises nippones conservent «une culture du secret et de manque de transparence pour des yeux occidentaux», juge James Lawden, président du comité des affaires juridiques de la Chambre de commerce européenne du Japon (ECB). «Ajoutez à cela le culte de l'harmonie qui vous dissuade de secouer le cocotier et la loyauté sans faille des employés japonais à leur entreprise, et vous obtenez un cocktail favorisant une affaire Olympus», poursuit-il.

Renforcer l'indépendance des commissaires

Pour améliorer la gouvernance des entreprises nippones, M. Lawden suggère de renforcer l'indépendance des commissaires aux comptes dans les conseils d'administration. «À l'heure actuelle, on peut être un commissaire "extérieur" d'une société tout en travaillant dans une entreprise ayant des liens avec elle. Du coup, ces commissaires n'exercent pas assez de pouvoir de contrôle sur le conseil d'administration», souligne-t-il.

Hier, le gouvernement s'est publiquement ému des retombées négatives pour la réputation du milieu des affaires nippon. «Il est dommage de voir les investisseurs, au Japon comme à l'étranger, remettre en question l'équité et la transparence des marchés japonais», a dit le ministre délégué aux Services Financiers, Shoza-buro Jimi.

Des investisseurs étrangers alarmés ont retiré des fonds placés dans des sociétés nippones, redoutant qu'Olympus ne soit l'arbre qui cache la forêt. «Il est probable que, du fait de la mauvaise gouvernance d'Olympus, les mouvements de vente des donneurs d'ordres étrangers ne se prolongent quelque temps», a prévenu un analyste de Daiwa Securities.

«J'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre chronique du 30 octobre dernier concernant les risques de dépression et l'économie en général (chronique du 29 octobre dans Le Devoir intitulée «Dépression ou nouveau long cycle de croissance?»). Bien que la situation soit inquiétante, je ne crois pas que le scénario catastrophique d'un écroulement du système financier mondial que certains prédisent soit à nos portes. Je partage donc votre optimisme modéré à ce chapitre.

Cependant, il y a un élément important dont vous n'avez pas fait mention: l'inflation. Ne risquez-t-on pas, avec l'injection de tous ces milliards dans les systèmes bancaires, de voir surgir une inflation importante à court ou moyen terme? Et dans ce cas, les gouvernements oseront-ils faire grimper les taux d'intérêt comme dans les années 80, au risque de ralentir une économie chancelante?

Et si l'inflation s'installe, quelle serait, selon vous, la meilleure façon de protéger son pouvoir d'achat et son patrimoine? L'or est-il vraiment un refuge sûr? Et tant qu'à y être, comment pouvons-nous, comme investisseur, profiter de l'inflation?

En vous remerciant de vos précieux conseils.»

N. T.

Vous avez bien raison de soulever la question de l'inflation. Si, comme les économistes l'ont toujours dit, l'inflation est un phénomène presque essentiellement d'ordre monétaire, alors il faut s'attendre à une recrudescence de celle-ci au cours des prochaines années.

Presque tous les pays occidentaux (les pays développés) mènent actuellement une politique monétaire excessivement stimulante en maintenant les taux d'intérêt à des planchers historiques. Encore récemment, une banque centrale, en l'occurrence la Banque centrale européenne (BCE), avec à sa tête son nouveau président italien Mario Draghi (il remplace Jean-Claude Trichet), a pris tout le monde par surprise en réduisant de 0,25 % son taux directeur, qui se situe maintenant à 1,25 %. Cela en dépit du fait que l'inflation en Europe avoisine les 3 %, contre un taux cible de 2 %. M. Draghi lance donc ici le message qu'il donne préséance à la relance de l'activité économique (alors que l'Europe frôle la récession) plutôt qu'à la lutte contre l'inflation.

Aux États-Unis, non seulement la Réserve fédérale (c'est la banque centrale) maintient son taux directeur à un plancher historique, elle a aussi recours directement à la planche à billets en achetant

(presque seule, d'ailleurs, puisque les investisseurs étrangers en achètent beaucoup moins) les bons du Trésor et autres obligations émises par le gouvernement américain. Ce faisant, la banque centrale injecte des liquidités directement dans les comptes du gouvernement, qui peut alors proposer une politique fiscale stimulante (plan d'emplois de 447 milliards \$US annoncé en septembre) en dépit de déficits budgétaires records de près de 1300 milliards \$US par année. Autrement dit, les gouvernements européens et américain pissent les milliards de dollars, à coup de centaines, voire de milliers.

Quant aux pays émergents, ils sont déjà aux prises avec un taux d'inflation élevé. En Chine, il est à près de 6 %, de plus de 7 % au Brésil et dans les

Si l'inflation doit s'accroître, les loyers et la valeur marchande des propriétés suivront le rythme de celle-ci. Donc, un immeuble acheté à un juste prix vous permettra de protéger votre pouvoir d'achat.

autres pays de l'Amérique latine. Même chose pour la plupart des pays de l'Europe de l'Est.

Conséquence: l'inflation grimpe actuellement sur l'échiquier mondial. Elle sera vraisemblablement passée de 2,8 % en 2010 à 3,7 % en 2011 à l'échelle mondiale.

Plusieurs forces à l'œuvre

Cela dit, prévoir l'inflation est un exercice très compliqué à cause du grand courant de la mondialisation. Celui-ci est à l'origine du choc de la main-d'œuvre, c'est-à-dire celle des pays développés à la rémunération élevée, qui perd des emplois au profit de celle peu dispendieuse des pays émergents. Ce choc est d'autant plus grave que l'écart du savoir et de la technologie entre les pays émergents et les pays occidentaux se ferme. Résultat: la main-d'œuvre des pays émergents devient donc de plus en plus efficace. Ce seul phénomène exerce certainement de fortes pressions déflationnistes qui viennent faire contrepoids aux mesures débridées inflationnistes des gouvernements occidentaux.

Par ailleurs, les pays émergents, contrairement aux pays occidentaux, se sont déjà lancés dans une politique monétaire beaucoup plus restrictive afin de juguler l'inflation devenue trop élevée chez eux. Or les pays émergents comptent aujourd'hui pour plus de 50 %

du PIB mondial. Aussi, leurs politiques monétaires respectives auront un impact non négligeable sur l'économie mondiale, dont la croissance faiblit déjà. Ce ralentissement de la croissance a pour effet de contenir l'inflation.

Un autre facteur doit être considéré: l'austérité budgétaire imposée aux pays membres de l'Union européenne éprouvant des difficultés financières, tels que l'Irlande, le Portugal, la Grèce, l'Italie et l'Espagne. Les dirigeants du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du Fonds européen de stabilité financière sont bien prêts à avancer des centaines de milliards de dollars pour sauver ces pays de la faillite. En contrepartie, et fort heureusement, ils ne le font pas gratuitement. Ils le font au prix de mesures budgétaires excessivement austères que doivent adopter les pays emprunteurs. D'où le fort ralentissement de l'économie en Europe. Ce fort ralentissement (qui de toute évidence s'apparente à une récession) est de nature à contenir les pressions

inflationnistes. Comme vous pouvez le voir, il y a plusieurs forces à l'œuvre. Mais, en définitive, étant donné la fragilité financière généralisée des gouvernements, ces derniers se doivent de favoriser la croissance économique à moyen terme même s'ils doivent pour cela tolérer un niveau d'inflation plus élevé. Conclusion: l'inflation prendra du galon au cours des prochaines années.

Rareté des ressources
Autre facteur militant en faveur de l'inflation: la rareté des ressources. Certes, les prix des matières premières ont reculé au cours des derniers mois. Mais, comme je l'ai souvent dit dans mes écrits, c'est fini la croissance économique avec de faibles prix pour les matières premières. Aussitôt que la croissance économique se manifestera, elle sera accompagnée d'une hausse sensible des prix de la plupart des matières premières, dont au premier chef le pétrole. Ce contexte donnera aussi des dents à dame Inflation.

Cela dit, que faire pour protéger son pouvoir d'achat en périodes d'inflation? L'actif le plus susceptible de suivre l'inflation est l'immeuble en général, plus spécifiquement l'immeuble à revenus. En dépit de la flambée des prix des dernières années, si l'inflation doit s'accroître, les loyers et la valeur marchande des propriétés suivront le rythme de

celle-ci. Donc, un immeuble acheté à un juste prix (ce qui n'est pas facile à trouver dans le contexte actuel) vous permettra de protéger votre pouvoir d'achat.

Quant à la Bourse, si on se base sur l'expérience des années 70, elle ne constitue pas le meilleur placement pour vous protéger contre l'inflation, du moins contre la forte inflation, et ceci pour deux raisons. En période de forte inflation, la tendance des taux d'intérêt est nettement à la hausse (notez que nous n'en sommes pas encore là: on peut cependant dire que les taux d'intérêt ne peuvent plus tellement baisser). Or, lorsque les taux grimpent, les investisseurs paient moins pour un flux monétaire donné (c'est-à-dire que le multiple cours/profit net qu'ils acceptent de payer pour les actions sera moindre qu'en période de baisse des taux d'intérêt).

Ensuite, parce que la qualité des profits réalisés par les entreprises est moindre en période d'inflation alors qu'une partie de ceux-ci (des profits réalisés) proviennent de gains sur les stocks. C'est pourquoi, durant les années 70 et au début des années 80, l'indice Dow Jones a fait du surplace, entre 750 et 950 environ.

Par contre, des placements particuliers à la Bourse peuvent accorder une bonne protection contre l'inflation. Notamment, les actions des grandes pétrolières, qui ont bien fait durant les années 70. Même chose pour les actions des grands producteurs d'or. Je pense aussi que, dans le contexte actuel de rareté des ressources, les actions des grandes compagnies minières constitueront de bons placements en période de plus forte inflation.

Les actions des grandes chaînes d'alimentation devraient aussi bien faire, alors que ces entreprises sont généralement en mesure d'ajuster les prix de leurs produits au rythme annuel de l'inflation. Les unités de sociétés de fiducie immobilières devraient également s'apprécier durant une période de plus forte inflation. Évidemment, pour tous les placements précédents, il est important d'accumuler les titres à un juste prix.

Les bons du Trésor s'avèrent aussi un placement à considérer puisqu'ils permettront de réinvestir régulièrement vos liquidités à des taux d'intérêt toujours plus élevés. Cela sera vrai uniquement lorsque la tendance à la hausse des taux sera bel et bien amorcée. Nous n'en sommes pas là actuellement.

Courriel:
cchiasson@proplacement.
qc.ca
Classe Internet:
www.proplacement.qc.ca

Cours par correspondance en ligne sur

COMMENT BÂTIR SON PORTEFEUILLE EN 2011

Avec l'aide constante du prof



Claude Chiasson,
Chroniqueur financier,
analyste financier et
investisseur privé

"Une source d'information de
qualité et 100 % objective"

Comprend :

- Stratégie de placement 2011 diffusée sur Internet
- Un guide d'apprentissage
- Un manuel de 279 pages sur tout ce qu'il faut savoir pour bien investir
- Un abonnement d'un an à la classe Internet Pro-Placement

Vous apprendrez à :

- Connaître les secteurs les plus prometteurs de notre économie
- Identifier les bons placements et à les accumuler au bon prix
- Encaisser des revenus de placement réguliers et croissants
- À battre votre prochain ennemi : l'inflation

UN NOUVEAU LONG CYCLE DE CROISSANCE SE PROFILE. FAITES LE PLEIN DE TITRES PENDANT QUE LES PRIX SONT ENCORE ATTRAYANTS.

Prix : 235 \$ (plus taxes)

Pour vous inscrire, allez sur www.proplacement.qc.ca, appuyez sur Devenir membre, puis sur Inscrivez-vous dès aujourd'hui et, enfin, complétez le formulaire tel qu'indiqué. Branchement Internet requis

LE DEVOIR

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal

514.861.0469

DR ALAIN SABOURIN

Clinique Médico-Esthétique Cheveux | Rides | Paupières

Greffe de cheveux à Montréal

20 ans d'expertise
514.937.8020

dralainsabourin.com

CONGÉDIÉ INJUSTEMENT ?

Avez-vous un cas de congédiement interdit, de harcèlement psychologique, de congédiement sans cause juste et suffisante, déguisé ?

Vous gagnez à consulter

JEAN-GUY
MICHAUD
CRIA

EXPERT-CONSEIL
EN CESSATIONS D'EMPLOI ET INDEMNITÉS

T. (418) 657-2628 • (514) 940-6477
www.jeanguymichaudcria.ca

L'expertise par l'expérience, depuis 1964

ÉCONOMIE

Universal rachète EMI Music

Le groupe met la main sur l'activité de musique enregistrée de sa concurrente

EMMANUELLE
TRECOLLE

Paris — La première maison de disque mondiale, Universal, filiale du groupe diversifié français Vivendi, a annoncé hier le rachat de sa concurrente EMI Music, éditrice des Beatles et de Coldplay, à la banque Citigroup moyennant 1,2 milliard de livres (1,9 milliard \$).

La fusion des groupes EMI et Universal Music Group (UMG) va créer une «entreprise de musique très puissante au moment où le secteur de la musique connaît un rebond. C'est donc le bon moment pour faire cette acquisition», a indiqué le président du directoire de Vivendi, Jean-Bernard Lévy.

Après une période noire causée par le piratage, le marché de la musique enregistrée aux États-Unis est reparti cette année avec une hausse des ventes en volume comme en valeur, grâce aux offres numériques payantes.

Le p.-d.g. d'UMG, Lucian

Grange, relève à cet égard «la multiplication du nombre de plates-formes de vente, mais aussi d'abonnement, comme Spotify. EMI nous apporte un très prestigieux catalogue, complémentaire avec celui d'UMG», a fait valoir M. Lévy lors d'une conférence téléphonique.

Trio de géants

EMI détient 10 % de parts de marché au niveau mondial avec 1 milliard de livres de chiffre d'affaires. Après son absorption par UMG, il ne reste que trois grands groupes de musique dans le monde avec Sony et Warner. C'est pourquoi la transaction doit obtenir l'autorisation des autorités de la concurrence aux États-Unis, mais aussi en Europe, au Japon, et en Australie. Vivendi a assuré «prendre en charge le risque réglementaire».

M. Grange a assuré que les «studios d'Abbey Road, qui restent un symbole d'EMI et de la culture britannique», seraient conservés par Vivendi.

EMI avait été saisie en février par Citigroup, auparavant son principal créancier, après un bras de fer avec le fonds d'investissement britannique Terra Firma, son précédent propriétaire. Terra Firma, qui avait acheté l'ensemble d'EMI en 2007 pour la somme colossale de 4,2 milliards de livres (6,7 milliards \$CAN), avait sabré les effectifs et les dépenses, sans toutefois réussir à résister au fardeau de son considérable endettement.

Vivendi ne rachète que l'activité de musique enregistrée, et non la branche d'édition musicale qui intéresserait Sony, associé au fonds KKR et au groupe allemand de médias Bertelsmann.

Interrogée par l'AFP sur ce dossier, une porte-parole de Citigroup s'est refusée à tout commentaire. Selon le *Wall Street Journal*, cette branche pourrait être vendue 2,2 milliards \$US à Sony/ATV.

Agence France-Presse

Le CELI, c'est selon

Instauré en 2009, le CELI célèbre son troisième anniversaire en relativement bonne forme. Les Canadiens sont toujours plus nombreux à ouvrir un compte d'épargne libre d'impôt et à y cotiser. Mais difficile de savoir s'ils parviennent à domestiquer la bête.

GÉRARD
BÉRUBÉ

Selon les résultats d'un sondage annuel mené par la BMO Banque de Montréal sur le CELI, 44 % des Canadiens affirment détenir un compte d'épargne libre d'impôt, soit une proportion en hausse de 8 points de pourcentage par rapport à l'an passé. La cotisation moyenne est de 3700 \$.

Le sondage de l'Institution fait toutefois ressortir la confusion qui règne chez les répondants trois ans après le lancement du CELI. «Depuis la création du CELI, il y a trois ans, la connaissance de la réglementation qui s'applique aux cotisations et aux retraits a été un sujet de préoccupation. Cependant, le sondage indique que cette connaissance s'est améliorée, puisque la vaste majorité (87 %) des personnes ayant investi dans un CELI disent connaître cette réglementation», peut-on lire dans le communiqué de BMO.

Malgré cette forte majorité, le sondage Léger Marketing souligne que 37 % des répondants ne savaient absolument pas quels placements sont admissibles, qu'à peine 52 % savaient que l'argent comptant est admissible, que 32 % des répondants savaient que les fonds d'investissement sont admissibles dans un CELI, à peine plus (33 %) à savoir que le certifi-

cat de placement garanti est un placement admissible.

Cette apparente contradiction peut s'expliquer par les conclusions d'un sondage Angus Reid commandé par ING Direct, en début d'année, indiquant que 87 % des Canadiens qui ont ouvert un CELI depuis le lancement du programme en 2009 l'ont utilisé comme fonds d'urgence ou de placement à court terme, comme s'il s'agissait d'un compte d'épargne.

Petit retour, donc, sur les modalités du CELI

Depuis 2009, tous les épargnants âgés de 18 ans ou plus peuvent cotiser au moins 5000 \$ par année à un CELI. On parle d'une personne physique, et non d'une personne morale. Ces cotisations ne sont pas déductibles du revenu imposable, mais le revenu généré par cette épargne ne sera pas imposé. Il n'est pas nécessaire de gagner un revenu pour cotiser. Le montant de

5000 \$ est indexé annuellement (indexation arrondie aux 500 \$ près) et toute cotisation permise mais non utilisée peut être reportée aux années suivantes.

Il n'y a pas de contrainte fiscale liée aux retraits, quoique les institutions financières peuvent exiger des frais selon la fréquence des retraits. Le montant retiré du CELI s'ajoute au droit de cotisation l'année suivante. Par exemple, si une somme de 7000 \$ a été retirée en 2010, une cotisation de 12 000 \$ sera possible en 2011. Cette flexibilité des retraits traduit le fait que, contrairement à un REER, les cotisations à un CELI ne donnent pas droit à une déduction fiscale.

Dans ce jeu des comparaisons entre le CELI et le REER, les spécialistes retiennent généralement que la stratégie optimale consiste

à cotiser au maximum à son REER puis à diriger le retour d'impôt vers un CELI. Mais puisque la très grande majorité des Canadiens doivent composer avec une épargne limitée, un choix ou un arbitrage devra être fait. Ainsi, si le taux d'imposition est égal à l'entrée et à la sortie, on choisira indifféremment une cotisation au REER ou une contribution au CELI. Si, au moment du retrait, le taux d'imposition est moins élevé, le REER, qui est un régime d'étalement du revenu imposable, aura un avantage. À l'inverse, si le taux lors du retrait est plus élevé, le CELI l'emporte.

Mais gros avantage pour le CELI: pour les retraités, toutes les sommes sorties du CELI ne modifieront en rien les prestations de sécurité de la vieillesse (et de supplément de revenu garanti). Quant aux montants retirés, parce qu'ils ne sont pas imposés, ils ne seront pas pris en compte dans le calcul du droit à des prestations ou à des crédits fondés sur le revenu.

Si le détenteur du REER est contraint de piger dans son régime avant l'âge de la retraite, à un moment où son taux d'imposition est probablement à son maximum, non seulement ces fonds retirés des REER ne pourront pas être remplacés à une date ultérieure, mais les impôts prélevés sur ces fonds pourraient faire passer une personne dans une tranche d'imposition supérieure et réduire ses prestations fondées sur le revenu, notamment le crédit pour la TPS/TVQ, la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation fiscale pour le revenu de travail, a déjà évoqué la Banque CIBC. Un problème qui ne se pose pas pour le CELI.

Aussi, puisqu'il n'est pas nécessaire de dégager un revenu pour cotiser à un CELI, ce compte devient une solution de rechange au REER, notamment pour les plus jeunes et les retraités, qui doivent mettre un terme à leur REER au terme de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 71 ans.

Donc, c'est selon.

Avec l'iPod, Apple a bouleversé l'économie de l'édition musicale

Le lecteur numérique, qui célèbre ses 10 ans, a «transformé un univers pirate en un univers légal»

ALAIN BEUVE-MÉRY

Ces jours-ci, Apple souffle les dix bougies de la commercialisation de l'iPod, même si cette célébration a été quelque peu occultée par la mort de Steve Jobs, le fondateur de l'entreprise.

Depuis son lancement, il s'est vendu, à travers le monde, 320 millions d'unités du petit appareil dédié à la musique. Il n'a pas seulement bousculé les usages, mais aussi l'industrie musicale et ses modèles économiques.

Denis Ladegaillerie, actuel président du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) et président fondateur de Believe Digital, une maison de disques numériques, revient sur ces changements.

Car si Apple a bien révolutionné la commercialisation de la musique numérique dans le monde, le groupe américain a eu deux grands précurseurs: Michael Robertson, fondateur de MP3.com, qui le premier a permis aux artistes de mettre de la musique en ligne, et Shawn Fanning, le fondateur du site de téléchargement Napster.

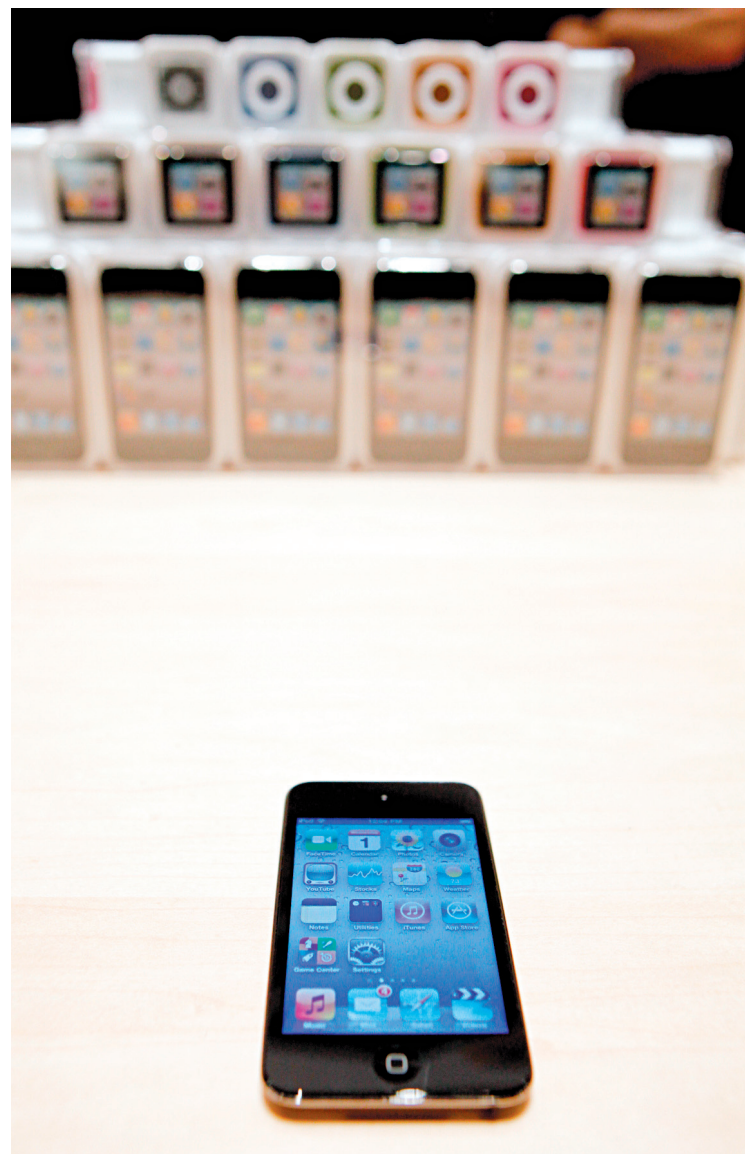
«À eux deux, ils ont popularisé la musique numérique entre 1988 et 2001», relève M. Ladegaillerie, qui, il y a dix ans, était le directeur stratégique et financier des activités Internet et nouveaux médias de Vivendi Universal aux États-Unis. En 2001, le groupe dirigé par Jean-Marie Messier a justement fait l'acquisition de MP3.com. «C'était alors le plus gros site de distribution de musique gratuite aux États-Unis», rappelle-t-il.

En 2001, plus de 60 millions de personnes téléchargeaient illégalement de la musique. «Steve Jobs a créé la première forme de commercialisation légale de musique», note M. Ladegaillerie. Sa contribution majeure est d'avoir su transformer un univers pirate en un univers légal qui apporte suffisamment de valeur aux consommateurs pour qu'ils aient envie de payer.»

À la pièce

Steve Jobs a anticipé trois changements dans les modes de la consommation, indique l'éditeur. D'abord, il a compris que «le public ne voulait pas télécharger des albums complets, mais simplement quelques titres favoris». Ensuite, il a réussi à conclure des accords avec toutes les majors du disque (Warner, EMI, Universal, Sony) et les maisons indépendantes pour obtenir leur catalogue et «permettre l'émergence d'une offre légale à 99 ¢ le titre».

Enfin, il a mis sur le marché un appareil, l'iPod, et un maga-



RYAN ANSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Depuis son lancement il s'est vendu 320 millions d'iPod à travers le monde.

sin, iTunes, où le public pouvait accéder à cette offre. En France, l'achat légal de musique ne s'est toutefois vraiment développé qu'avec l'explosion des ventes d'iPhone.

S'adapter à la demande

Le succès de l'iPod a contraint les maisons de musique à réviser leur modèle éco-

En 2001, plus de 60 millions de personnes téléchargeaient illégalement de la musique. «Steve Jobs a créé la première forme de commercialisation légale de musique»

nomique et à s'adapter à la nouvelle demande des consommateurs. «Si 10 % d'entre eux ont continué à acheter un album, les 9/10 restants ont fait l'acquisition de deux ou trois titres. D'un achat à 18 euros en moyenne pour un disque on est ainsi passé à 3 ou 4 euros.» Cela s'est traduit par de sévères coupes dans les effectifs des éditeurs.

Pour autant, le basculement de la musique dans le monde digital a également permis

d'exposer un nombre beaucoup plus important d'artistes. «Produire et diffuser un album sous forme digitale coûte beaucoup moins cher que sous forme physique», indique M. Ladegaillerie.

Là où les grands enseignes de disques proposent 400 000 titres, iTunes donne aujourd'hui accès à 14 ou 15 millions de titres. Par ailleurs les «bacs» digitaux sont désormais accessibles partout dans le monde et quand un artiste fait une tournée, son public peut aussitôt consommer.

«Le deuxième coup de génie de Steve Jobs est d'avoir décliné le modèle iPod-iTunes, ajoute M. Ladegaillerie. Une fois acquis deux cent millions de clients sur la musique, il a ensuite cherché à en faire bénéficier d'autres secteurs comme les films et les livres et il a ouvert à chaque fois des services de téléchargement légal. C'est ça, la magie Jobs!»

Le Monde

17.11.2011
Hôtel Fairmont Reine Elizabeth

Gala
Phenicia

Une reconnaissance applaudie
des acteurs de la communauté d'affaires LGBT
des quatre coins du Québec

Chambre de commerce
gaie du Québec

galaphenicia.com

BMO LE DEVOIR fugues
DUNTON RAINVILLE AVOCATS GAY411.com tgc TRAVEL GAY CANADA KPMG simplifier la complexité™
à la Montréal TD TELUS le futur est simple™ les affaires MAGMA DESIGN

ÉCONOMIE



JIM YOUNG REUTERS

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a déclaré lors d'une conférence de presse que, selon lui, c'était à l'Asie de se transformer en locomotive de l'économie mondiale.

Forum de coopération économique Asie-Pacifique

Washington appelle Pékin au chevet de l'économie mondiale

Timothy Geithner estime qu'il est de l'intérêt de l'Asie d'aider les Européens et les Américains

PATRICK BAERT

Honolulu — Barack Obama réunit aujourd'hui et demain à Hawaï les dirigeants du pourtour Pacifique, au moment où l'Asie est appelée à prendre le relais de la croissance mondiale face à une Europe endettée, et à un blocage politique aux États-Unis.

Le président américain a choisi sa ville natale d'Honolulu, au cœur de l'océan, pour recevoir ses 20 partenaires du Forum économique Asie-Pacifique, parmi lesquels le Chinois Hu Jintao et le Russe Dmitri

Medvedev, auréolé de la prochaine adhésion de son pays à l'Organisation mondiale du commerce.

Comme le veut la tradition des sommets annuels de l'APEC, les participants devraient poser pour la photo de famille en tenue locale, en l'occurrence de probables chemises à fleurs.

La situation économique mondiale n'a cependant pas grand-chose à voir avec la douceur des plages hawaïennes, avec une crise de la dette européenne qui fait trembler les marchés mondiaux. Une semaine après le sommet du G20 à Cannes, les ministres des Finances des 21 pays membres se sont engagés jeudi à «adopter des mesures coordonnées pour renforcer la reprise mondiale et la stabilité du secteur financier».

Mais les décisions de l'APEC n'ont rien de contraignant et l'hôte de la rencontre, le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner, a clairement déclaré lors d'une conférence de presse que c'était selon lui à l'Asie de se transformer en locomotive de l'économie mondiale. Avec l'Europe en crise et un Congrès des États-Unis incapable de se mettre d'accord sur un plan de relance, «les économies asiatiques vont devoir en faire davantage pour stimuler la croissance de leur demande intérieure», a plaidé le ministre américain.

L'Asie à la rescousse

Alors que le commerce extérieur chinois a commencé à subir en octobre le contre-coup de la crise en Europe, M. Geithner a estimé qu'il était de l'intérêt de l'Asie d'aider Européens et Américains à traverser cette mauvaise passe. Il a assuré que le géant chinois avait compris «l'im-

portance d'un ajustement plus rapide de son taux de change», appelant pour la énième fois Pékin à réévaluer davantage sa monnaie.

Si Washington appelle Pékin au secours pour l'économie, la tension diplomatique est aussi au rendez-vous à Hawaï, où les ministres des Affaires étrangères des pays de l'APEC devaient se retrouver hier.

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton s'est dite «alarmée» jeudi par la répression en Chine et par les immolations de moines et de religieux tibétains, une déclaration qui a dû à coup sûr indisposer M. Hu, qui venait d'arriver à Hawaï. Pékin et Washington ne sont pas non plus sur la même longueur d'onde en matière de commerce, les États-Unis plaidant pour la mise en place dans le Pacifique d'une zone de libre-échange dont la

Chine serait exclue. Les États-Unis espèrent pouvoir présenter à Honolulu les grandes lignes de ce «partenariat transpacifique» (TPP) qui se négocie pour l'heure entre neuf pays de l'APEC et prévoirait que les signataires respectent des normes sociales ou écologiques en échange d'un accès accru de leurs produits chez leurs partenaires. Pékin a dit douter que les pays en développement puissent remplir ces objectifs.

Le TPP provoque aussi des remous au Japon, où des milliers d'agriculteurs ont protesté mardi à Tokyo contre le projet prêté au premier ministre Yoshihiko Noda de participer aux négociations. À Washington, plusieurs parlementaires se sont inquiétés à l'inverse de la participation du Japon à ce partenariat.

Agence France-Presse

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

84 POSTES DE PROFESSEUR SONT PRÉSENTEMENT DISPONIBLES DANS LES SECTEURS SUIVANTS



ARTS VISUELS ET MÉDIATIQUES

- ↳ Pratique artistique : la peinture, image et matérialité
- ↳ Pratique artistique : nature, sculpture et production de masse

COMMUNICATION SOCIALE ET PUBLIQUE

- ↳ Action culturelle et médiation
- ↳ Intervention culturelle
- ↳ Rhétorique de la communication

DESIGN

- ↳ Design de l'environnement : projet architectural et pratiques transversales
- ↳ Design de l'environnement : design des objets et pratique exploratoire
- ↳ Théorie et histoire du design de l'environnement

DIDACTIQUE DES LANGUES

- ↳ Didactique de l'anglais langue seconde
- ↳ Didactique des langues secondes et étrangères aux adultes
- ↳ Didactique de la littérature médiatique en français langue première

ÉDUCATION ET FORMATION SPÉCIALISÉES

- ↳ Orthopédagogie du langage écrit / muséologie
- ↳ Interventions éducatives auprès d'élèves ayant un trouble du développement
- ↳ Dynamiques organisationnelles en formation professionnelle et technique

ÉDUCATION ET PÉDAGOGIE

- ↳ Gestion de l'éducation et éducation à la petite enfance
- ↳ Didactique de l'accompagnement pédagogique et de la supervision professionnelle
- ↳ Évaluation des apprentissages
- ↳ Neurodidactique
- ↳ Gestion de l'éducation
- ↳ Didactique des sciences et de la technologie
- ↳ Counselling de carrière

ÉTUDES LITTÉRAIRES

- ↳ Sémiologie et théories du texte et de l'image
- ↳ Études québécoises (littérature et culture populaires)
- ↳ Théories de la création littéraire
- ↳ Théories de la création littéraire (prose narrative)

ÉTUDES URBAINES ET TOURISTIQUES

- ↳ Cadre légal et politique de l'urbanisme
- ↳ Urbanisation et urbanisme dans le monde
- ↳ Développement, aménagement et mise en valeur des destinations touristiques
- ↳ Méthodes quantitatives et géomatique appliquées aux données urbaines

FINANCE

- ↳ Finance des marchés
- ↳ Financement d'entreprises
- ↳ Gestion des risques
- ↳ Gestion de portefeuille
- ↳ Finance internationale
- ↳ Produits dérivés

GÉOGRAPHIE

- ↳ Géographie des ressources en eau
- ↳ Géographie humaine

HISTOIRE

- ↳ Histoire de la Chine (XIX^e - XX^e siècles)

HISTOIRE DE L'ART

- ↳ Histoire et théorie de l'architecture
- ↳ Théories et philosophie des arts visuels
- ↳ Histoire et théorie de la performance

INFORMATIQUE

- ↳ Génie logiciel – Méthodes et processus de développement
- ↳ Informatique – Entrepôts de données et intelligence d'affaires
- ↳ Génie microélectronique – Interfaçage microsystemes et nano-biomatériaux

KINANTHROPOLOGIE

- ↳ Spécialiste du développement des compétences professionnelles
- ↳ Spécialiste de la programmation en activité physique
- ↳ Spécialiste des substrats énergétiques en activité physique

LINGUISTIQUE

- ↳ Pragmatique
- ↳ Phonologie

MANAGEMENT ET TECHNOLOGIE

- ↳ Gestion de la qualité

MARKETING

- ↳ Marketing des services et gestion de l'expérience client
- ↳ Communication marketing
- ↳ Marketing international

MÉDIAS

- ↳ Médiatisation radiophonique
- ↳ Pratiques de la production culturelle et médiatique
- ↳ Pratiques documentaires (cinéma et Webdocumentaire)

MATHÉMATIQUES

- ↳ Actuariat (Analyse financière des risques actuariels)
- ↳ Statistique appliquée

ORGANISATION ET RESSOURCES HUMAINES

- ↳ Gestion stratégique des ressources humaines
- ↳ Formation et développement des compétences
- ↳ Relations du travail
- ↳ Communication organisationnelle et gestion du changement

PSYCHOLOGIE

- ↳ Intervention auprès des familles selon une perspective multisystémique
- ↳ Psychologie industrielle / organisationnelle
- ↳ Psychologie dans le domaine de la déficience intellectuelle ou des troubles envahissants du développement

SCIENCES ÉCONOMIQUES

- ↳ Histoire de la pensée économique
- ↳ Microéconomie empirique
- ↳ Macroéconomie (modélisation)
- ↳ Économie

SCIENCE POLITIQUE

- ↳ Gouvernance locale et régionale
- ↳ Politique canadienne et québécoise
- ↳ Théorie des relations internationales
- ↳ Théories et études féministes

SCIENCES DES RELIGIONS

- ↳ Anthropologie de la religion
- ↳ Traditions religieuses de l'Asie du sud

SEXOLOGIE

- ↳ Éducation et promotion de la santé sexuelle : modèles théoriques de planification et de développement de programmes
- ↳ Santé sexuelle dans le domaine de la contraception et des enjeux reproductifs
- ↳ Sexologie clinique : perspectives humanistes et existentielles

SOCIOLOGIE

- ↳ Sociologie de la culture
- ↳ Sociologie des classes sociales et des inégalités sociales

STRATÉGIE, RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

- ↳ Stratégie et gestion internationale
- ↳ Gestion stratégique des risques et des crises

THÉÂTRE

- ↳ Enseignement (théâtre d'intervention scolaire et sociale)

TRAVAIL SOCIAL

- ↳ Méthodes et usages de la recherche en travail social

TRAITEMENT : SELON LA CONVENTION COLLECTIVE UQAM- SPUQ.

L'Université du Québec à Montréal souscrit à un programme d'accès à l'égalité en emploi. De ce fait, elle invite les femmes, les membres des minorités visibles, des minorités ethniques, les autochtones et les personnes en situation de handicap qui répondent aux exigences des postes à soumettre leur candidature. La priorité sera donnée aux Canadiennes, Canadiens et aux résidentes, résidents permanents.

Une description détaillée de ces postes, incluant les exigences, les dates d'entrée en fonction et les délais pour poser votre candidature est disponible dans notre site Internet à carrieres.uqam.ca/

UQAM
carrieres.uqam.ca/

Le Canada ne se joindra pas aux discussions sur le Partenariat transpacifique

STEPHANIE LEVITZ

Ottawa — Vingt-et-un chefs d'État et de gouvernement, dont le premier ministre Stephen Harper, convergent vers Hawaï pour une rencontre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), en fin de semaine. Le Canada ne participera toutefois pas aux discussions menées par des pays plus petits qui vont de l'avant avec un projet de libre-échange beaucoup plus ciblé, le «Partenariat transpacifique».

Un ancien diplomate canadien soutient que, même si les débats de l'APEC ne font pas souvent les manchettes, la participation du Canada à cette organisation demeure importante. Selon Joseph Caron, qui a été le premier représentant du Canada à l'APEC en 1998, ce forum tente de concilier les intérêts de pays très développés sur le plan économique avec ceux de nations moins industrialisées. L'APEC permet une meilleure uniformisation des procédures douanières et des mesures de sécurité pour le transport de marchandises, a affirmé M. Caron, qui a aussi été plus récemment ambassadeur du Canada en Chine et au Japon.

Le Forum de coopération économique Asie-Pacifique est né à la fin des années 1980 dans le but de créer une zone de libre-échange dans la région d'ici 2020, pour faire contre-poids à la puissante alliance des pays européens. Mais avec le

bloc européen en déroute financière, les discussions de l'APEC prennent une importance plus grande, les marchés étant à l'affût de tout signe de confiance dans la croissance de l'économie mondiale.

M. Caron prévient par ailleurs que le développement, en marge de l'APEC, du Partenariat transpacifique est tout aussi important. Les États-Unis, l'Australie, la Malaisie, le Vietnam et le Pérou négocient actuellement leur adhésion à cet organisme qui regroupe déjà le Chili, la Nouvelle-Zélande, Brunei et Singapour.

Le Partenariat s'adresse aux pays qui sont prêts à progresser plus rapidement que le rythme imposé par l'APEC. Le Canada ne serait pas convaincu que son appartenance à ce nouveau club puisse servir ses intérêts, mais des experts affirment que le pays en est de toute façon exclu en raison de ses politiques de gestion de l'offre.

M. Caron croit que le Canada devrait au moins s'assurer d'une place autour de la table. «Que le Canada ne participe pas à la vie d'une des régions les plus dynamiques du monde par le biais de divers instruments, y compris potentiellement celui-ci [...], bien comprendre les intérêts de tous les pays qui y participent, et la direction que tout cela prend, tout ceci est crucial à l'avenir du Canada», a estimé l'ancien diplomate.

La Presse canadienne

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Université d'Ottawa

Département de sociologie et d'anthropologie

Faculté des sciences sociales

Professeur ou professeure (rang ouvert)

Située au cœur de la capitale nationale, l'Université d'Ottawa attire les plus grands talents du Canada et d'ailleurs. Recherche, innovation, prospérité : ça part d'ici.

La Faculté des sciences sociales offre, en français et en anglais, des programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat répartis dans neuf départements, écoles et instituts. Avec ses quelques 10 000 étudiantes et étudiants, ses 260 professeurs réguliers, son vaste choix de programmes et ses centres de recherche, la Faculté occupe une place privilégiée au cœur de l'Université d'Ottawa. Les étudiants diplômés de la Faculté, encadrés par des chercheurs chevronnés, mènent des travaux de fine pointe dans nos nombreux programmes de maîtrise et de doctorat.

Le Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université d'Ottawa désire combler un poste régulier de professeur menant à la permanence, rang ouvert. Le Département recherche des candidat(e)s dont le dossier de publications et de recherche démontre une expertise dans le domaine des analyses quantitatives avancées, comprenant, notamment, l'usage de grandes banques de données. Les candidat(e)s doivent de plus montrer un intérêt pour l'enseignement des méthodes quantitatives et la sociologie de la société américaine.

Vos fonctions incluront notamment la poursuite d'un programme de recherche et de publications, l'enseignement à tous les cycles d'études, l'encadrement d'étudiants et d'étudiantes de deuxième et troisième cycles, la participation aux activités éducatives et administratives de l'Université et toute autre activité prévue à la convention collective.

Vous devez détenir un doctorat en sociologie ou en anthropologie (les candidatures sur le point de compléter leur doctorat pourront être considérées), démontrer l'excellence, ou un potentiel d'excellence, en enseignement et en recherche, et avoir un dossier de publications et en recherche dans le domaine. La capacité d'enseigner dans les deux langues officielles dès l'embauche est souhaitée.

L'Université d'Ottawa étant une institution bilingue, tous les professeurs et toutes les professeures de la Faculté des sciences sociales doivent démontrer un bilinguisme actif avant d'obtenir la permanence. L'Université offre aux membres et à leur conjoint ou conjointe la possibilité de suivre des cours pour parfaire leur langue seconde.

Conditions et salaire à l'embauche : selon la convention collective en vigueur. N.B. L'attribution du poste menant à la permanence est soumise à une approbation budgétaire.

La date d'entrée en fonction est le 1^{er} juillet 2012.

Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent faire parvenir leur curriculum vitae et une lettre décrivant leurs expériences et leurs intérêts en enseignement et en recherche. Elles doivent aussi inclure une indication de leurs compétences linguistiques en anglais et en français et une copie de leurs principales publications. Les candidat(e)s doivent aussi demander que trois lettres de recommandation soient envoyées directement sous pli confidentiel.

L'ensemble du dossier doit parvenir à : **Maurice Lévesque, directeur, Département de sociologie et d'anthropologie, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, 55, avenue Laurier Est, pièce 8101, Ottawa (Ontario) K1N 6N5. Courriel : socio@uOttawa.ca.** L'étude des demandes débutera le 27 novembre 2011 et continuera jusqu'à ce que le poste soit comblé avec succès.

Tous les candidats qualifiés sont invités à postuler; cependant, conformément aux exigences gouvernementales, les citoyens canadiens et les résidents permanents auront la priorité. L'Université d'Ottawa souscrit à l'équité en emploi et encourage les femmes, les Autochtones, les membres des minorités visibles et les personnes en situation de handicap à postuler.



uOttawa
L'Université canadienne
Canada's university

FRANCE

SUITE DE LA PAGE C 1

général se dégage en France pour rester sur cette ligne stratégique de retour à l'équilibre budgétaire en 2016, car c'est le cœur de notre crédibilité», a-t-il jugé.

La dette et les déficits publics sont dorénavant considérés par les Français comme les problèmes les plus importants pour le pays, devant l'emploi et le pouvoir d'achat.

Fort de ce constat, Nicolas Sarkozy fait depuis quelques mois de la rigueur budgétaire et du maintien du «triple A» la clé de sa réélection face au socialiste François Hollande, dont la droite pilonne les propositions jugées «ruineuses»,

comme la création de nouveaux postes d'enseignants.

Celui-ci accuse en retour Nicolas Sarkozy d'avoir augmenté l'endettement de la France (1700 milliards d'euros, 86 % du PIB) en laissant «filer 500 milliards d'euros de dettes sur son quinquennat» par une politique de «cadeaux fiscaux» aux grandes entreprises et aux ménages les plus aisés.

Si Nicolas Sarkozy reste largement perdant dans les sondages face à François Hollande, il enregistre depuis quelques semaines une remontée de sa popularité qui semble valider sa stratégie.

Agence France-Presse

CHUTE

SUITE DE LA PAGE C 1

différentes. «On peut même dire que le marché leur redonne du pouvoir. En leur demandant des taux aussi bas pour prêter à ces pays, il leur donne une marge de manœuvre importante», explique Philippe Brossard, économiste chez Macrorama.

Les marchés créanciers ne feraient donc que cibler les pays à risque et mal gérés, pointant du doigt le problème bien réel et non résolu de la dette, de peur de ne pas être remboursés. Du coup, «les marchés sont suspendus aux annonces politiques», rappelle M. Capelle-Blancard, alors que la désignation de gouvernements de transition, de coalition ou technocratiques, semble un peu apaiser la situation en Grèce et en Italie, parce ce qu'ils sont considérés comme les seuls à même de mettre en œuvre les mesures que les marchés jugent indispensables pour sortir de la crise. Pourtant, «il y a quand même un souci. On ne voit plus très bien quelle est la légitimité de ces nouveaux gouvernements. Ce sera leur problème d'ailleurs», vis-à-vis des peuples, explique René Defossez, stratège obligataire chez Natixis.

Certains pays sont d'autant plus malmenés qu'ils ne bénéficient pas du parapluie européen, ce qui met en lumière une autre carence soulevée par les marchés, celle de la construction inachevée de l'Europe. La chute des gouvernements devient alors «un symptôme assez inquiétant qui illustre un des problèmes principaux de la zone euro, d'être un montage un peu kafkaïen», prévient M. Defossez.

L'Europe, par le biais de réunions au sommet ou de la Banque centrale européenne (BCE), n'a pas convaincu les marchés qu'elle était prête à se donner les moyens de ses ambitions, via par exemple plus de fédéralisme, pour combler le déficit démocratique des pays.

Du fait de ce manque de réponses européenne et nationales, le risque pour certains est de mettre en danger le fonctionnement démocratique. «C'est la démocratie qui doit se ressaisir. Le déni de crise, c'est tragique pour la démocratie parce que ça va faire un décalage comme dans les années 1930 entre les gouvernements et la population qui va accuser les marchés», prévient M. Dessertine.

Agence France-Presse



Milieu de vie privilégié au cœur de la ville de Québec, l'Université Laval est une grande université complète reconnue pour sa culture de l'excellence en enseignement et en recherche.

PROFESSEUR OU PROFESSEUR

HORTICULTURE ORNAMENTALE

Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Département de phytologie

CLÔTURE DU CONCOURS : 2 janvier 2012

ENTRÉE EN FONCTION : mai 2012

INFORMATION : ulaval.ca, section « Emplois disponibles »

Valorisant la diversité, l'Université Laval invite toutes les personnes qualifiées à présenter leur candidature, en particulier les femmes, les membres de minorités visibles et ethniques, les autochtones et les personnes handicapées. La priorité sera toutefois accordée aux personnes ayant le statut de citoyen canadien ou de résident permanent.



Milieu de vie privilégié au cœur de la ville de Québec, l'Université Laval est une grande université complète reconnue pour sa culture de l'excellence en enseignement et en recherche.

PROFESSEUR OU PROFESSEUR DE GÉOGRAPHIE

ENVIRONNEMENT AQUATIQUE ET QUALITÉ DE L'EAU

Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique

Poste conditionnel à l'obtention d'une chaire de recherche du Canada (niveau 2)

CLÔTURE DU CONCOURS : 6 janvier 2012

ENTRÉE EN FONCTION : 1^{er} septembre 2012 ou, selon la date d'obtentionde la chaire du Canada, le plus tôt possible avant le 1^{er} juin 2013

INFORMATION : ulaval.ca, section « Emplois disponibles »

Valorisant la diversité, l'Université Laval invite toutes les personnes qualifiées à présenter leur candidature, en particulier les femmes, les membres de minorités visibles et ethniques, les autochtones et les personnes handicapées. La priorité sera toutefois accordée aux personnes ayant le statut de citoyen canadien ou de résident permanent.



CARRIÈRES & PROFESSIONS
jousse@ledevoir.com
514-989-3444

3 services,
1 seul prix!

LE DEVOIR
Libre de penser



Vice-recteur ou vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures

L'Université Concordia lance un vaste appel de candidatures, de propositions de candidats et de manifestations d'intérêt pour le poste de vice-recteur ou de vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures. La personne choisie entrera en fonction le 1er juin 2012 ou le plus tôt possible après cette date.

En plein essor, l'Université Concordia connaît une période de changements passionnants. Elle figure d'ailleurs parmi les établissements d'enseignement supérieur qui enregistrent le taux de croissance le plus rapide du Canada. Elle a ainsi procédé au cours des dix dernières années au recrutement de près de 500 professeurs-chercheurs à temps plein. Université montréalaise résolument urbaine, Concordia accueille sur ses deux campus ultramodernes plus de 45 000 étudiants à temps plein ou partiel. Plus du quart de cet effectif est inscrit aux cycles supérieurs, contribuant fortement à la vigueur intellectuelle et aux ambitions de la communauté. L'Université compte également des étudiants internationaux qui viennent de plus de 150 pays et forment plus de 11 % de sa clientèle; elle entretient aussi des relations officielles avec une centaine d'établissements disséminés dans 33 nations. Du reste, le financement externe pluriannuel a augmenté de 79 % en deux ans. Concordia s'appuie par ailleurs sur un plan de recherche stratégique afin de guider la croissance et l'intensification de ses activités de recherche. Pour en savoir plus sur l'Université Concordia, veuillez visiter le site www.concordia.ca.

Sous l'autorité du recteur ou de la rectrice, le vice-recteur ou la vice-rectrice à la recherche et aux études supérieures promeut les meilleures normes de qualité afin de favoriser l'excellence en matière de recherche innovante et d'érudition. Membre clé de la haute direction, le ou la titulaire renforce la présence croissante de l'Université à l'international ainsi que son profil d'enseignement supérieur, en plus de représenter Concordia auprès du gouvernement, de l'industrie, des agences et des organismes de financement pertinents à l'échelle provinciale, nationale et internationale.

Leader exemplaire du milieu universitaire, la personne retenue doit faire preuve d'un engagement profond en faveur de l'excellence et de l'innovation dans les études supérieures et la recherche. Elle vise ainsi à répondre aux besoins des étudiants des 2e et 3e cycles et à promouvoir la réputation de l'Université en matière de recherche et d'études supérieures. Elle possède en outre un excellent dossier de recherche et d'érudition, ou une connaissance globale de la recherche et des études supérieures, de même que les qualités suivantes: approche collégiale très ouverte; sens exceptionnel de la gestion, de la communication et des relations interpersonnelles; approche créative de la résolution de problèmes; aptitude à inspirer un corps professoral et un personnel dévoués. De même, elle doit démontrer un parcours fructueux en administration et une expérience de la recherche-développement, de l'enseignement supérieur, de la constitution d'équipes axées sur la collaboration et des relations avec divers partenaires internes et externes. L'aptitude linguistique à représenter efficacement la mission et les intérêts de l'Université Concordia dans l'environnement bilingue du Québec est indispensable.

Le comité de recrutement entamera immédiatement l'examen des candidatures et le poursuivra jusqu'à ce que le poste soit pourvu. Le mandat initial de cinq ans est renouvelable pour cinq autres années. Le recrutement se fait au mérite. L'Université souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi. Le dossier de candidature, qui comprend un curriculum vitae, une lettre de présentation et le nom de trois personnes pouvant fournir des références (qui ne seront jointes qu'avec le consentement des candidats), doit être soumis par courrier électronique (confidentialité assurée) à:

Laverne Smith & Associates Inc.
1 Yonge Street, Suite 1801
Toronto, Ontario M5E 1W7
ConcordiaVPRGS@lavernesmith.com

Laverne Smith & Associates Inc.



www.lavernesmith.com



Travailler à la CSDM
Faire équipe, évoluer, réussir

Faire parvenir votre cv, d'ici le 18 novembre 2011, 16h à:

École des métiers de l'informatique, du commerce et de l'administration de Montréal
Mme Francine Allard
3955, rue de Bellechasse
Montréal (Québec) H1X 1J6
Ou par télécopieur:
514 596-4155
Ou par courriel à:
allardf@csdm.qc.ca

Traitement: Selon la convention collective en vigueur.

Veuillez noter que seules les personnes retenues seront contactées.

La CSDM souscrit au programme d'accès à l'égalité en emploi. La forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

Enseignants recherchés

Poste d'enseignant en formation professionnelle pour les programmes suivants:

Postes à temps plein ou partiel (jour ou soir)

- Secrétariat
- Comptabilité
- Soutien informatique
- Lancement d'une entreprise

Nature du travail:

Prépare les cours, enseigne et évalue les élèves selon les programmes autorisés par le MELS.

Profil recherché:

- Minimum de cinq (5) années d'expérience pertinente
- Capacité à enseigner des cours magistraux et des cours dans une formule d'enseignement individualisé
- Diplôme en pédagogie souhaitable, mais non obligatoire (devra s'y soumettre ultérieurement)
- Dynamique, axé sur la résolution de problème, capacité à motiver les étudiants

csdm.qc.ca/emplois

ILS IRRONT LOIN



Commission
scolaire
de Montréal

LE MONDE

HRW accuse le régime al-Assad de « crimes contre l'humanité »

La Ligue arabe tient une nouvelle réunion sur la situation en Syrie

Damas — Des milliers de Syriens se sont mobilisés une nouvelle fois hier pour exprimer leur hostilité au régime de Bachar al-Assad, accusé par Human Rights Watch de « crimes contre l'humanité » dans la répression qui a fait encore 14 morts.

Après le constat de non-respect par le pouvoir à Damas de ses engagements envers la Ligue arabe de cesser la répression, un comité ministériel arabe s'est réuni en soirée au Caire pour préparer une rencontre de l'ensemble des ministres arabes des Affaires étrangères aujourd'hui, axée sur la Syrie.

Le 2 novembre, le régime Assad avait accepté un plan arabe prévoyant la fin des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation des médias, avant l'ouverture d'un dialogue national.

Mais la répression, qui a fait selon l'ONU plus de 3500 morts depuis le début de la contestation mi-mars, n'a pas baissé d'intensité.

Comme tous les vendredis depuis mars, les militants prodémocratiques ont appelé les Syriens à défiler à la sortie des mosquées, avec cette semaine le slogan « Nous demandons le gel de l'adhésion de la Syrie à la Ligue arabe ».

A Damas, des centaines de manifestants ont brandi des pancartes fustigeant le Comité national pour le changement démocratique, un mouvement d'opposition qui refuse toute intervention militaire étrangère en Syrie, selon une vidéo sur YouTube.

Les forces de sécurité ont dispersé des milliers de manifestations à Homs (centre), haut lieu de la contestation, à Deir Ezzor (est), Idleb, Deraa, Hama (centre), Qamichli (nord-est) et dans la région de Damas, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Au total, 14 personnes ont été tuées à travers le pays, selon l'OSDH: sept civils et un déserteur ont péri à Homs (centre), un civil près d'Idleb (nord-ouest), et cinq, dont un adolescent de 13 ans, à Deraa (sud). Ce scénario se répète désormais presque tous les jours. Jeudi, les violences avaient fait au moins 26 morts, en majorité à Homs, malgré les tentatives du régime de soumettre la ville.

« Le recours systématique aux abus contre les civils à Homs par les forces du gouvernement syrien, y compris la torture et les exécutions arbitraires, montre que des crimes contre l'humanité ont été commis », a dénoncé l'organisation HRW dans un rapport. Ces « violations ont tué au moins 587 civils » à Homs entre la mi-avril et la fin août, et au



Manifestation au Liban, hier, d'opposants au régime al-Assad.

moins 104 autres depuis le 2 novembre, selon elle. « Homs est le microcosme de la brutalité du gouvernement syrien. »

« La Ligue arabe doit dire au président Assad que violer l'accord a des conséquences et qu'elle soutient désormais une action au Conseil de sécurité pour mettre fin au carnage », a ajouté l'ONG.

Comités locaux

Le chef de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi, doit soumettre aux réunions du Caire les revendications des différents courants de l'opposition syrienne qui se sont succédé au siège de l'organisation.

Hier, le représentant des Comités locaux de coordination, un groupe chapeautant les manifestations sur le terrain, Khalil al-Haj Saleh, a réclamé devant M. Arabi le gel de l'adhésion de la Syrie, le renvoi des ambassadeurs syriens des pays arabes et la reconnaissance du Conseil national syrien (CNS) comme unique représentant du peuple syrien.

Le CNS, qui regroupe la majorité des courants de l'opposition, demande aussi des Arabes qu'ils soutiennent les efforts en vue d'assurer une protection internationale aux civils,

à Homs en particulier.

De son côté, le représentant de la Syrie à la Ligue arabe, Youssef Ahmad, a présenté un mémorandum à l'organisation dans lequel son gouvernement se dit prêt à accueillir une délégation arabe qui pourra « évaluer l'engagement de Damas à appliquer le plan » et accuse des « parties » de vouloir le faire échouer.

Le régime, qui ne reconnaît pas l'ampleur de la contestation, affirme lutter contre des « gangs terroristes » qu'il accuse de chercher à semer le chaos en Syrie.

Mais selon les militants des droits de l'homme, les défections de soldats de l'armée régulière augmentent et ces déserteurs armés sont décédés à se battre. Les affrontements meurtriers entre déserteurs et soldats se sont multipliés ces dernières semaines, selon l'ONG.

Enfin, selon le *Financial Times*, les sanctions imposées par l'Union européenne à Damas commencent à avoir des conséquences: faute de liquidités, la Syrie a cessé de payer les compagnies Shell et Total pour leur production de pétrole dans le pays.

Agence France-Presse

Attaques meurtrières contre le Soudan du Sud

Juba — L'ONU a exprimé hier son inquiétude et évoqué un possible « crime international » au lendemain d'une série d'attaques meurtrières de l'armée soudanaise contre un camp de réfugiés et une base militaire au Soudan du Sud.

Les relations entre le régime nordiste du Soudan et son voisin du Soudan du Sud indépendant depuis le 9 juillet se sont détériorées ces derniers jours, en raison de heurts des deux côtés de la nouvelle frontière, dont les deux camps se rejettent la responsabilité.

Un porte-parole de l'armée sud-soudanaise, Philip Aguer, a accusé le gouvernement de Khartoum d'avoir lancé une attaque jeudi contre une base militaire à Kuek. Les combats ont duré sept heures et fait cinq morts côté sud-soudanais et 13 côté soudanais, ainsi que des dizaines de blessés. Selon lui, les assaillants ont été repoussés jusqu'à la frontière.

Le même jour, l'armée soudanaise a aussi bombardé un camp de réfugiés à Yida, dans le nord du Soudan du Sud, abritant 20 000 réfugiés soudanais ayant fui les combats de l'autre côté de la frontière, dans l'État nordiste du Kordofan-Sud.

Selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), deux bombes ont atterri dans l'enceinte du camp, dont une à proximité d'une école, mais il n'y a pas eu de victime.

Dans un communiqué, le HCR a exprimé son inquiétude devant les « tensions grandissantes dans les régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud, où des centaines de milliers de civils ont été déplacés depuis juin en raison des combats ».

Le gouvernement soudanais du président Omar el-Béchir a démenti les deux attaques. « Les forces armées soudanaises n'ont mené aucune opération dans cette zone », a déclaré un porte-parole militaire, Sawarmi Khaled Saad, pour qui les allégations du HCR sont basées sur « des informations erronées ».

À Khartoum, le ministère des Affaires étrangères a aussi rejeté les accusations, ajoutant qu'il n'y avait pas de réfugiés soudanais au Soudan du Sud et que les camps servaient uniquement à abriter des « groupes rebelles ».

Le pouvoir à Juba, capitale du Soudan du Sud, a cependant dit s'attendre à de nouvelles attaques. Jeudi, le président sud-soudanais Salva Kiir a accusé Khartoum de chercher la guerre afin de pouvoir prendre le contrôle des champs pétroliers sud-soudanais.

Dans la perspective d'éventuelles nouvelles attaques, des personnels de l'ONU ont été évacués et la sécurité a été renforcée dans les régions frontalières et autour des champs pétroliers.

À New York, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, a lancé un appel à la « désescalade » devant le Conseil de sécurité.

Agence France-Presse

EN BREF

Tshisekedi appelle à la violence

Kinshasa — L'opposant Étienne Tshisekedi, candidat à la présidentielle du 28 novembre en République démocratique du Congo, a de nouveau appelé ses partisans à « casser » des prisons pour libérer des militants et à « terroriser » militaires et policiers, au cours d'un meeting hier à Kisangani. « Je donne un ultimatum de 48 heures au gouvernement Kabila pour libérer tous nos combattants en prison à Mbuji Mayi, à Lubumbashi et à Kinshasa. Sinon, je demande à la base à Kinshasa de se mobiliser et d'aller casser la prison de Makala afin de libérer de force nos combattants arrêtés arbitrairement », a-t-il déclaré devant environ 5000 personnes. Le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social avait déjà tenu des propos similaires dimanche dans une interview au téléphone depuis l'Afrique du Sud, diffusée sur un télévison d'opposition et qui a été coupée depuis par les autorités. Il s'était également déclaré « président de la République ». — AFP

Démission du ministre norvégien de la Justice

Oslo — Le ministre norvégien de la Justice, Knut Storberget, a démissionné hier, après avoir été pressé de s'expliquer sur les défaillances des forces de police lors des attentats commis en juillet par l'activiste d'extrême droite Anders Behring Breivik. Le premier ministre, Jens Stoltenberg, l'a remplacé par la ministre de la Défense, Grete Farnemo, une femme politique chevronnée membre du Parti travailliste. Il a expliqué que M. Storberget avait prévu de partir depuis longtemps pour des raisons personnelles mais qu'il était resté au gouvernement pour achever un rapport sur les attaques. Le chef du gouvernement a reconnu que Storberget avait sa part de responsabilité dans les carences des forces de sécurité à cette occasion. — Reuters

L'hélico du ministre mexicain de l'Intérieur s'écrase

Mexico — Le ministre mexicain de l'Intérieur, Francisco Blake Mora, bras droit du président Felipe Calderón dans la lutte contre les narcotrafiquants, est mort hier dans l'écrasement d'un hélicoptère qui a fait sept autres victimes au sud de Mexico, a annoncé la présidence mexicaine. L'appareil se dirigeait vers la ville de Cuernavaca, à 90 kilomètres au sud de Mexico, pour une réunion de fonctionnaires. Selon les premières photos diffusées par les télévisions, l'écrasement est survenu dans une zone montagneuse et couverte d'une épaisse végétation. Dans un message télévisé, Felipe Calderón a indiqué que les circonstances de l'écrasement font penser à un accident, mais que « toutes les éventualités » seront examinées. — AFP

Violences au Yémen après l'arrivée d'un émissaire de l'ONU

Trois enfants et quatre femmes figurent parmi les victimes

Taëz — Dix-sept personnes au moins ont été tuées hier au Yémen dans de violents affrontements qui ont éclaté entre la Garde républicaine et une milice à Taëz, dans le sud du pays, au lendemain de l'arrivée à Sanaa de l'émissaire des Nations unies.

Selon des témoins et des médecins, une trentaine de personnes ont été également blessées lors de ces heurts survenus dans la troisième ville du pays, située à 200 km au sud de la capitale, et fief des manifestations hostiles au régime du président Ali Abdallah Saleh.

Trois enfants et quatre femmes figurent parmi les morts, qui ont pour la plupart été victimes de tirs de mortier et de blindés dans les quartiers d'Al Raouda et de Zaïd al Mochki et sur la place de la Liberté, où les opposants au président Saleh ont pris l'habitude de manifester après la prière du vendredi, selon les témoins.

Les forces gouvernementales ont ensuite ouvert le feu sur l'hôpital Al Raouda, où les victimes des précédents bombardements avaient été admises. Ces tirs auraient fait un mort parmi les patients et cinq blessés. « Neuf obus se sont abattus sur l'hôpital, dont le troisième et le quatrième étage ont été endommagés », a déclaré un témoin.

Les combats ont éclaté jeudi lorsqu'un militaire posté devant un bâtiment administratif a été grièvement blessé par balles. Le chef d'une tribu fidèle au président a par la suite été tué.

À Sanaa, des dizaines de milliers de manifestants hostiles à Saleh ont prié sur la principale avenue de la ville. Certains ont demandé à ce que le président soit poursuivi pour crimes contre le peuple yéménite. Des prières distinctes ont été organisées dans plusieurs quartiers de la capitale, où aucun incident n'a été rapporté.

Djamal Bénomar, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, est arrivé jeudi au Yémen pour tenter de convaincre le chef de l'État, au pouvoir depuis 33 ans, de se retirer dans le cadre du plan proposé par le Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Ce plan prévoit notamment un transfert du pouvoir au vice-président dans l'attente d'élections législatives et présidentielle. A trois reprises, Ali Abdallah Saleh a refusé de ratifier le texte au dernier moment.

Djamal Bénomar, qui a vu jeudi le ministre des Affaires étrangères Aboubakr al Kirbi, doit rencontrer le vice-président Abd Rabbou Mansour Hadi et des responsables de l'opposition.



MOHAMED AL-SAYAGHI REUTERS

Le président yéménite compte encore des partisans.

Selon Martin Nesirky, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, il informera à son retour Ban Ki-moon, qui devra à son tour faire état au Conseil de sécurité de l'exécution de la résolution adoptée fin octobre.

Adopté à l'unanimité, le texte condamne le recours à la violence contre des manifestants pacifiques et exhorte le gouvernement et l'opposition à conclure rapidement un accord sur un transfert de pouvoir.

Selon des responsables du parti au pouvoir, le Congrès populaire général, le régime et l'opposition parlementaire, qui a paraphé le plan du Golfe, sont proches d'un accord sur un calendrier d'application.

Reuters et Associated Press

Un commando détourne un ferry en Turquie

Istanbul — Un commando kurde a détourné hier en fin d'après-midi un ferry turc transportant 25 personnes en mer de Marmara, au sud-est d'Istanbul, ont annoncé les autorités turques.

Le bâtiment, le Kartepe, à bord duquel se trouvent 19 passagers et six membres d'équipage, a été pris en chasse dans le golfe d'Izmit par trois navires de la garde-côte et un hélicoptère. Mais aucun contact n'a été établi avec le commando, a précisé le ministre des Transports, Binali Yildirim, sur l'antenne de la chaîne NTV.

Il a ajouté que les pirates, qui seraient au nombre de quatre ou cinq, n'ont pas encore fait connaître leurs revendications. « L'un des terroristes se tient à côté du capitaine et dit qu'il a des explosifs sur lui, a poursuivi le ministre. Il dit aussi qu'ils sont une branche de l'organisation terroriste », a-t-il ajouté en utilisant l'expression généralement employée par le pouvoir central pour désigner le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le ferry, d'une capacité totale de 400 passagers, a été détourné vers 17h45 locales alors qu'il reliait Izmit à Golcuk, dans le golfe d'Izmit, a précisé le gouverneur de la localité de Gocaeli, Ercan Topaca. Le maire de Gocaeli, Ibrahim Karaosmanoglu, a fait savoir qu'un assaillant avait affirmé à l'équipage appartenir au PKK et vouloir, par cette action, attirer les projecteurs des médias.

D'après la chaîne de télévision CNN Türk, les forces de sécurité n'écartent pas l'hypothèse selon laquelle le commando pourrait demander à se rendre sur l'île-prison voisine d'Imrali, où est incarcéré depuis 1999 le chef de file du PKK, Abdullah Kocalan. Dans la soirée, le Kartepe naviguait en zigzag en mer de Marmara. Les téléphones portables des passagers ont été confisqués et les informations n'arrivent qu'au compte-gouttes, a précisé le ministre.

Le PKK se bat pour l'indépendance du sud-Est de la Turquie, peuplé majoritairement de Kurdes. Sa guérilla contre les forces de sécurité turques a fait plus de 40 000 morts depuis 1984. A la mi-octobre, Ankara a lancé une vaste contre-offensive militaire contre les bases arrière du PKK situées dans les montagnes du Kurdistan irakien en représailles à une vague d'attaques coordonnées des séparatistes.

Reuters

LE MONDE

Désaccord à l'ONU sur la demande d'adhésion de la Palestine

Un comité se dit incapable de formuler une recommandation

PIERRE-ANTOINE DONNET

New York — Avec le constat hier d'un désaccord au sein du Conseil de sécurité, la candidature palestinienne à l'ONU a atteint une impasse et semble vouée à l'échec, mais les Palestiniens ont réaffirmé qu'ils étaient «absolument déterminés» à aller jusqu'au bout.

Le Comité des admissions du Conseil de sécurité de l'ONU a pris acte de l'absence d'accord sur l'admission de la Palestine à l'ONU dans un rapport adopté vendredi. Ce document souligne que le Comité était «incapable d'émettre une recommandation unanime au Conseil de sécurité».

Malgré cela, l'ambassadeur palestinien à l'ONU Riyad Mansour a souligné devant la presse que les Palestiniens étaient «absolument déterminés» à poursuivre le processus de leur candidature à l'ONU.

«Nous allons consulter nos amis, intensifier nos efforts. Nous sommes absolument déterminés à réussir dans ce processus et nous pensons que nous allons réussir», a ajouté l'ambassadeur.

«Nous sommes plus déterminés que jamais à continuer ce processus jusqu'à ce que les conditions soient mûres au Conseil de sécurité pour que la Palestine devienne un État membre», a ajouté M. Mansour.

L'ambassadeur allemand à l'ONU Peter Wittig a constaté qu'il n'y avait «pas de majorité pour l'admission de la Palestine à l'ONU» et qu'il y avait une menace de veto américain. «Nous pensons que les Palestiniens devraient maintenant évaluer leurs options et revenir sur ce qu'il faut faire», a-t-il dit.

«Les Palestiniens doivent prendre leurs propres décisions», a quant à elle déclaré l'ambas-



Drapeau palestinien et branche d'olivier en Cisjordanie occupée.

OMAR QUSINI REUTERS

sadrice américaine à l'ONU Susan Rice, répétant que les États-Unis avaient exprimé «très clairement» leur position, en l'occurrence une opposition à l'entrée de la Palestine à l'ONU sans passer par des négociations directes avec Israël.

La saga palestinienne à l'ONU a commencé le 23 septembre par le dépôt de la candidature par le président palestinien Mahmoud Abbas. Israël y est farouchement opposé et les États-Unis aussi, estimant qu'il faut d'abord une reprise des discussions directes entre Israël et les Palestiniens.

Il faut désormais, pour que le processus puisse continuer, qu'un État membre du Conseil de sécurité dépose un projet de résolution afin qu'il y ait un vote, soulignent des diplomates occidentaux. Ce pourrait être le Liban.

Or, en cas de vote, les Palestiniens risquent fort de ne pas réunir les neuf voix sur les quinze

au Conseil nécessaires pour qu'il puisse formuler une recommandation favorable pour un vote définitif à l'Assemblée générale.

Veto américain

Cependant, même si ces neuf voix étaient trouvées, les États-Unis, membre permanent du Conseil, ont déjà annoncé qu'ils y opposeraient alors leur veto, ce qui torpillerait la candidature palestinienne.

En cas de vote négatif ou de veto, les Palestiniens auraient encore la possibilité de demander un vote à l'Assemblée générale de l'ONU, où ils sont assurés de trouver une large majorité.

Ce vote leur conférerait un statut intermédiaire d'«État non-membre observateur». Ils disposent actuellement d'un statut d'«entité observatrice».

La France, la Grande-Bretagne et la Colombie ont indiqué la semaine dernière devant le Conseil qu'elles comp-

taient s'abstenir lors d'un vote éventuel.

Le Brésil, la Chine, l'Inde, le Liban, la Russie et l'Afrique du Sud ont publiquement annoncé leur soutien à la candidature palestinienne. Le Nigeria et le Gabon n'ont pas encore annoncé leur intention mais ils devraient apporter leur soutien également.

L'Allemagne n'a pas annoncé sa position mais elle devrait soit voter contre, soit s'abstenir. Le Portugal et la Bosnie devraient également s'abstenir.

Les Palestiniens ont remporté une importante victoire diplomatique avec leur adhésion surprise à l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) le 31 octobre.

Agence France-Presse

À dix jours des élections en Espagne, l'ETA parle de désarmement

Saint-Sébastien — À dix jours des législatives en Espagne, l'ETA s'est invité dans la campagne en se disant prêt à dialoguer sur le désarmement, donnant un nouveau coup de pouce à la gauche indépendantiste basque qui pourrait faire son entrée au Parlement national.

Trois semaines après avoir annoncé l'abandon de la lutte armée, le groupe séparatiste basque affirme qu'il est «disposé à parler» de la question des armes mais demande en échange la libération de ses prisonniers détenus en Espagne et en France.

«Le processus doit porter en soi le retour chez eux de tous les prisonniers et prisonnières basques», affirment deux porte-parole interrogés par le journal basque *Gara*, canal habituel de

communication de l'ETA.

«Quelqu'un peut-il imaginer la paix avec les prisons d'Espagne et de France pleines de prisonniers politiques basques? disent-ils. Toute autre option ne peut se comprendre que sur la base de la vengeance et des intérêts politiques particuliers, pas si l'on prétend construire une solution ferme et durable».

L'ETA, qui se dit prêt à «prendre des engagements» sur le désarmement, appelle parallèlement à «apporter une plus grande adhésion» au projet politique de la gauche indépendantiste. Il renouvelle sa demande de dialogue au futur gouvernement espagnol, qui sera probablement dirigé par le leader de droite Mariano Rajoy.

Agence France-Presse

Ouganda: 30 ans de prison pour le meurtre d'un militant gai

Kampala — Un tribunal ougandais a condamné à trente ans de prison un homme reconnu coupable du meurtre de David Kato, un militant homosexuel dont l'assassinat en janvier dernier avait suscité une large condamnation internationale, a-t-on appris hier de source judiciaire.

Enoch Nsubugua a reconnu avoir tué à coups de marteau David Kato au domicile de ce dernier, affirmant l'avoir fait après avoir été sollicité par lui pour avoir des relations sexuelles. Le meurtre de David Kato, militant de la cause gai en Ouganda où l'homosexualité est

sévèrement réprimée, avait provoqué l'indignation des associations des droits de l'homme et de plusieurs gouvernements à travers le monde. Le président américain Barack Obama, l'archevêque de Canterbury Rowan Williams et la Haute Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU Navi Pillay, notamment, avaient demandé une enquête rapide.

Le nom et la photo de David Kato avaient été publiés en 2010 par un tabloïd homophobe qui appelait ses lecteurs à «prendre» les militants homosexuels.

Agence France-Presse

PETIT-DÉJEUNER TÉMOIGNAGE

Les risques d'entreprises : quand l'imprévu devient un cygne...



Conférencier :
M. Luc Villeneuve, DEC 1971
Président
Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.
Jeudi 24 novembre 2011
Le Club Universitaire de Montréal
2047, rue Mansfield
7 h 15 à 8 h 45



ACJB
Association
des Anciens et Anciennes
du Collège Jean-de-Brébeuf

RSVP :
d'ici le 21 novembre 2011
au (514) 342-9342, poste 5305
anciens@brebeuf.qc.ca

Membres — 40 \$ Non-membres — 50 \$
Tables corporatives (8 places) — 350 \$
Tenue d'affaires

Fiers partenaires des petits-déjeuners témoignages

Fiers partenaires de l'ACJB



Deloitte.
Samson Bélair/Deloitte & Touche



LE DEVOIR



Événement festif au profit des artistes dans le besoin
Samedi 3 décembre 2011 à compter de 13h00
Espace culturel Georges-Émile-Lapalme (GEL)
Place des Arts

- ❖ Vente d'œuvres d'art et d'artéfacts
- ❖ Prestations : GINETTE RENO, Pierre Curzi et Marie Tifo, Orkestre des Pas Perdus, Marie Eyckel, Sébastien Deshaies et bien d'autres !
- ❖ Création d'une œuvre en direct par Armand Vaillancourt
- ❖ Encan à 16h00, animé par Winston McQuade



LE REGROUPEMENT
DES ARTISTES EN ARTS VISUELS
— 20 ANS —
1991 - 2011



LE DEVOIR

Parrainé par

Soutenu par

caisse de
laculture

FCA
FONDATION DES ARTISTES

Remerciements à tous nos commanditaires :

Fonds de solidarité FTQ, Encadrex, Éclipsion, Sennheiser, La Nouvelle Boulangerie de Montréal

PLANIFIEZ VOTRE VOYAGE

protégezvous
GUIDE PRATIQUE

VOYAGEUR

Tout ce que vous devez savoir pour réussir votre voyage

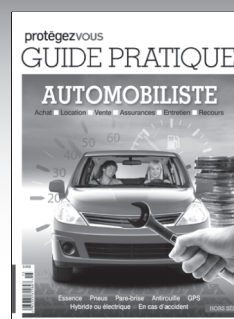
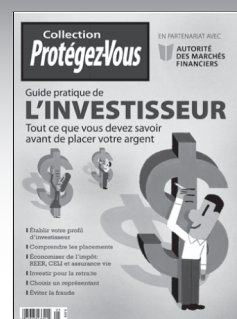


■ Quel voyageur êtes-vous ?
■ L'achat du billet d'avion ■ Les documents
■ L'hébergement ■ En cas de problème

SEULEMENT
9,95\$

PRÉPARATIFS — PASSEPORT — SANTÉ ET SÉCURITÉ —
ASSURANCE — MÉDICAMENTS — INTERNET OU EN AGENCE —
CHASSER LES AUBAINES — TAXE DE SORTIE — EN CAS D'ARRESTATION —
PERTE OU VOL DE BAGAGE — VACCINS — EXCLUSIONS — ANIMAUX

EN KIOSQUE ET EN LIGNE À www.protégez-vous.ca/boutique



protégezvous
MIEUX CONSOMMER, MIEUX VIVRE

CULTURE

PRIX DES COLLÉGIENS 2012: C'EST PARTI!



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

LE MARATHON DE LECTURE des quelque 800 étudiants qui participent cette année au Prix littéraire des collégiens 2012 vient de débiter: les cinq livres finalistes, dévoilés hier matin dans les locaux de la Fondation Marc Bourgie, sont Arvida (*Quartanier*) de Samuel Archibald, Le sablier des solitudes (*Herbes rouges*) de Jean-Simon Desrochers, Les derniers jours de Smokey Nelson (*Héliotrope*) de Catherine Maurikakis, Polynie (*Robert Laffont*) de Mélanie Vincelette et Il pleuvait des oiseaux (*XYZ*) de Jocelyne Saucier, qui vient tout juste de remporter le Prix des 5 continents de la Francophonie. Les étudiants nommeront leur gagnant, après délibérations, le 13 avril, au Salon du livre de Québec. Sur notre photo: Jean-Simon Desrochers, Stanley Péan, du comité de sélection, Samuel Archibald, Mélanie Vincelette et Jean-François Nadeau, directeur des pages culturelles du Devoir et aussi du comité de sélection du prix.

EN BREF

Le nouvel album des Cowboys fringants sort lundi

Les Cowboys fringants lanceront lundi leur nouvel album studio intitulé *Que du vent*. Le dernier album studio du groupe, *L'expédition*, remontait à 2008. Cette nouvelle offrande, qui compte

11 chansons, aura un son «plus rock» et «plus électrique», promet-on. Le lancement officiel de l'album aura lieu lundi soir au cabaret La Tulipe, à Montréal. Le groupe prendra ensuite la route. Leur tournée, qui doit s'amorcer le 10 décembre et prendre fin le 25 mai, les mènera un peu partout au Québec et en Europe. — *La Presse canadienne*

Société des arts technologiques

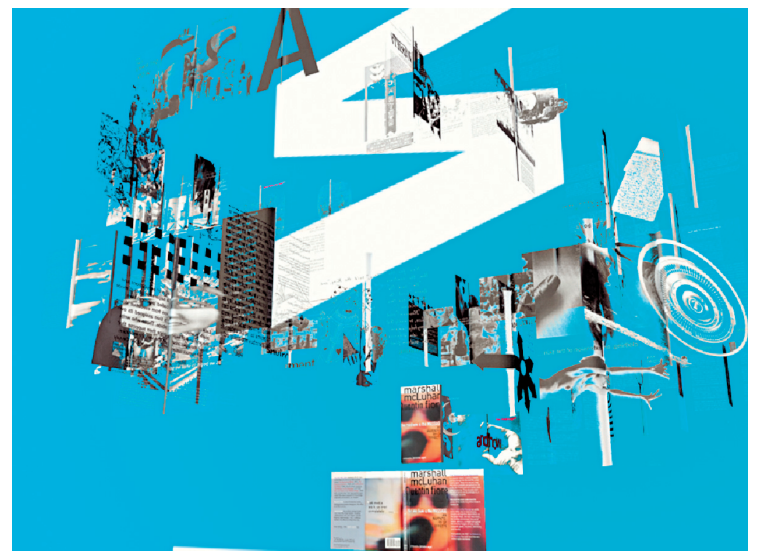
Marshall McLuhan en immersion

FABIEN DEGLISE

Dans la tête de Marshall McLuhan. À l'occasion du centenaire de l'anniversaire de naissance du célèbre penseur canadien des communications, la Société des arts technologiques (SAT) de Montréal va dévoiler la semaine prochaine *Le salon de massage*, œuvre numérique interactive et immersive imaginée par l'artiste Luc Courchesne. Pour se faire du bien au cerveau, dit-il.

L'installation, qui, ce mercredi, va s'ouvrir au public dans la Satsphère, le dôme de l'institution du boulevard Saint-Laurent, s'inspire du bouquin *The Medium is the Massage (sic)* — le médium, c'est le message —, pièce maîtresse de McLuhan qui avait laissé passer la coquille dans le titre original en français, donnant du coup le titre à l'installation de Courchesne.

«McLuhan croyait beaucoup à la force pédagogique de l'humour, explique l'artiste et alchimiste du numérique à l'autre bout du fil pour expliquer son œuvre. Dans ce Salon de massage, on retrouve des projections d'extraits de ce livre, des images et des voix qui récitent plusieurs passages. C'est une déconstruction de McLuhan qui invite à une promenade dans son jardin.» Promenade dont le sens des déplacements est réglé à l'aide d'un iPhone transformé



SAT/LUC COURCHESNE

«C'est une déconstruction de McLuhan qui invite à une promenade dans son jardin», explique l'artiste Luc Courchesne.

pour l'occasion en pointeure omnidirectionnel.

La création artistique a été présentée la première fois à Toronto en octobre dernier à l'occasion de la Nuit blanche. À Montréal, elle va être présentée dans le nouvel environnement de la SAT jusqu'au 10 décembre. Mercredi prochain, à l'occasion du dévoilement officiel de la création, Luc Courchesne ainsi que Jean Paré, traducteur de McLuhan en français, vont tenir une conversation sur le penseur des communications dans la Satsphère.

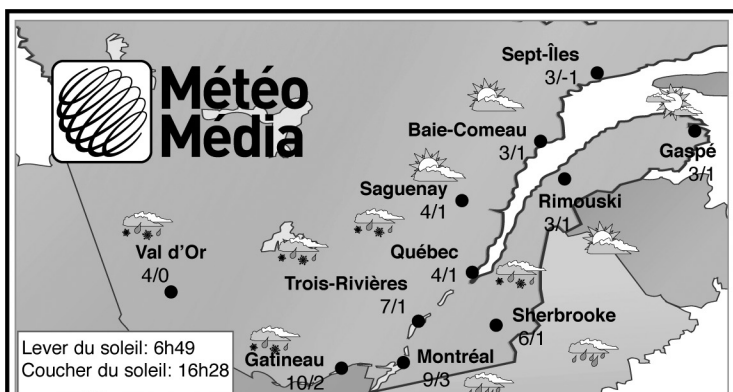
Futurologue et visionnaire pour les uns, mystificateur et fumiste pour les autres, Marshall McLuhan a fortement influencé la pensée sur les communications et les médias avec des ouvrages comme *La galaxie Gutenberg* ou *Pour comprendre les médias*, dont le propos reste encore et toujours très actuel. Il a, entre autres, forgé l'idée du village global, et ce, dès le milieu du siècle dernier. M. McLuhan est décédé il y a une trentaine d'années.

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.
Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi
Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi
 Tél.: 514-985-3344 Fax: 514-985-3340 Courriel: avisdev@ledevoir.com
 Sur Internet: www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
 www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Nei -1/-3	Var 3/-8	Londres	Sol 15/11	Sol 13/9
Moncton	Sol 5/2	Sol 11/6	Los Angeles	Plu 18/11	Sol 17/11
Saint-Jean	Ave 6/4	Sol 11/8	Mexico	Sol 20/7	Sol 22/7
Toronto	Sol 11/7	Nua 12/9	New York	Sol 13/7	Nua 15/12
Vancouver	Plu 7/6	Var 9/4	Paris	Sol 15/10	Sol 12/7
Winnipeg	Var 7/-2	Mel 2/-3	Tokyo	Sol 19/17	Var 19/17

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 9	3	12/8	14/5	11/3
Averses, pdp 60%	Généralement dégagé.	Ciel variable.	Averses isolées, pdp 40%	Averses isolées, pdp 60%

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 4	1	9/5	11/4	8/0
Faible pluie, pdp 80%	Brumeux par endroits.	Ciel variable.	Averses, pdp 60%	Quelques averses, pdp 60%

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 10	2	11/6	13/3	11/1
Averses, pdp 70%	Brumeux par endroits.	Ciel variable.	Averses isolées, pdp 40%	Averses isolées, pdp 40%

TROQUEZ HIVER ET FRISSONS POUR FAMILLE ET SENSATIONS AU UNIVERSAL ORLANDO® RESORT!

Apprenez en plus sur comment vous pourriez GAGNER un voyage au Universal Orlando® Resort en visitant le www.meteomedia.com/hiver

Le concours se termine à 23h 59min HE le 4 décembre 2011. Être âgé de 13 ans ou plus au moment de l'inscription. Huit (8) grands prix; valeur approximative de 4 230 \$ US. Pour consulter le règlement officiel, visitez le <http://metemedia.com/hiver>

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE JOLIETTE, COUR SUPÉRIEURE (FAMILIALE) CAUSE: 705-04-010747-059 ISABELLE BÉLANGER Partie demanderesse ROCK LAVOLETTE Partie défenderesse L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC Partie Mise-en-Cause. AVIS PUBLIC DE VENTE EN JUSTICE PENEZ AVIS que les biens de: ROCK LAVOLETTE seront vendus par huissier le 23 novembre 2011 à 10:00HRS au 20 L'ARCHEVESQUE, REPENTIGNY, QC, CANADA. LESDITS BIENS CONSISTENT EN: UN VÉHICULE DE MARQUE HONDA ODYSSE 2002 DE COULEUR GRISE. Conditions: argent comptant ou chèque visé. CARL LASTUFKA Huissier de justice, District de Joliette. GAUTHIER MONTPETIT S.E.N.C. Huissiers de justice, 215, Notre-Dame #102, Repentigny, Qc, J6A 2R4 T: 450.657.0343 F: 450.657-8438.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CHAMBRE CIVILE) CAUSE: 500-22-173908-107 GROUPE SUTTON EXCELLENCE Partie demanderesse TAMARA DEVIL Partie défenderesse AVIS PUBLIC DE VENTE EN JUSTICE PENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de TAMARA DEVIL seront vendus par huissier le 23 novembre 2011 à 10:00 heures au 10501 Boulevard Gouin Ouest # A. Roxboro conformément audit bref. Biens à vendre: télévision à écran plat LG, ensemble de cinéma maison et un divan en cuir brun. Conditions: argent comptant ou chèque visé. MARIO MATTEAU H.J. District de Montréal. FOISY LABRECQUE, Huissiers de Justice, SENC, 356, 90e Avenue LASALLE, QC, CA, H8R 2Z1 Tél.: (514) 368-8219 Fax: (514) 368-2486.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE Avis est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession Jean-Claude JONATHAS, né le 6 mars 1957, en son vivant domicilié et résidant au 9103, rue de l'Aiglon, en la ville de St-Léonard, province de Québec, et décédé le 10 octobre 2010 à Montréal. Cet inventaire peut être consulté par toute personne ayant un intérêt, à l'étude Beauchamp et Gilbert, Notaires, au 507 Place d'Armes, bureau 1300, Montréal, province de Québec, H2Y 2W8. Montréal le 12 novembre 2011 Beauchamp et Gilbert, Notaires

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE Avis est donné conformément au Code civil du Québec de la clôture de l'inventaire en regard de la succession Jean-Claude JONATHAS, né le 6 mars 1957, en son vivant domicilié et résidant au 9103, rue de l'Aiglon, en la ville de St-Léonard, province de Québec, et décédé le 10 octobre 2010 à Montréal. Cet inventaire peut être consulté par toute personne ayant un intérêt, à l'étude Beauchamp et Gilbert, Notaires, au 507 Place d'Armes, bureau 1300, Montréal, province de Québec, H2Y 2W8. Montréal le 12 novembre 2011 Beauchamp et Gilbert, Notaires

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CHAMBRE CIVILE) CAUSE: 500-22-018520-945 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ST-JACQUES & ASSOCIÉS INC. Partie demanderesse MICHEL GAUTHIER Partie défenderesse AVIS PUBLIC DE VENTE EN JUSTICE PENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de MICHEL GAUTHIER seront vendus par huissier le 22 novembre 2011 à 10:00 heures au 3505 Mackay, Saint-Hubert conformément audit bref. Biens à vendre: Buick Regal 2000, bureau de travail, bibliothèque, fauteuil beige, téléviseur Panasonic et plus encore. Conditions: argent comptant ou chèque visé. PASCAL MALENFANT, H.J. District de Montréal PASCAL MALENFANT, Huissier de justice Permis # 771, Foisylabrecque, Huissiers de Justice, SENC, 356, 90e Avenue LASALLE, QC, CA, H8R 2Z1 Tél.: (514) 368-8219 Fax: (514) 368-2486.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE TERREBONNE, COUR DU QUÉBEC (CHAMBRE CIVILE) CAUSE: 715-22-0000-093 THI QUY TRINH ET SUCCESSION THI SAM TRINH Partie demanderesse THANH VONG VO alias DAVID VO et VOES INC. Partie défenderesse AVIS PUBLIC DE VENTE EN JUSTICE PENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de THANH VONG VO alias DAVID VO et VOES INC. seront vendus par huissier le 22 novembre 2011 à 10:00 heures au 1520 Place Rainier, Brossard conformément audit bref. Biens à vendre: tapis, miroir, tables, 4 tableaux avec motifs chinois, barbecue, télévision Sony, vidéo JVC, Piano Yamaha et plus encore. Conditions: argent comptant ou chèque visé. PASCAL MALENFANT, H.J. District de Montréal. PASCAL MALENFANT, Huissier de justice Permis # 771, Foisylabrecque, Huissiers de Justice, SENC, 356, 90e Avenue LASALLE, QC, CA, H8R 2Z1 Tél.: (514) 368-8219 Fax: (514) 368-2486.

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (paragraphe 102(4) de la Loi) Dans l'affaire de la faillite: JOHANN LEPERS, chauffeur d'autobus, domicilié au 434, rue Lansdowne, Rosemère, Québec, J7A 3G7. Avis est par les présentes donné que la faillite de JOHANN LEPERS est survenue le 7 novembre 2011 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 28 novembre 2011 à 10h30 au bureau du syndic soussigné. Daté à Laval, ce 10 novembre 2011. Daniel Girouard, CIRP, syndic DANIEL GIROUARD & ASSOCIÉS INC. 4150, boul. St-Martin O. Laval (QC) H7T 1C1 Tél.: 450 687-1991 Téléc.: 450 687-2712

La suite des avis de la page A 10

DANSE

4 pour 2, en 4 couleurs

FOUR MAD HUMOURS

De Gerry Trentham. Avec Gerry Trentham et Linnea Swan, et en diffusion Amy Taravella et James Morrow. Présenté par Tangente à l'Usine C, jusqu'au 13 novembre.

CATHERINE LALONDE

Ambitieux? Tellement. Pour son premier passage à Tangente, le chorégraphe torontois Gerry Trentham propose deux solos, présentés chacun en simultané avec deux autres solos joués en même temps à Chicago. Un 4 pour 2, ici et ailleurs. Ubiquité.

La scène est une boîte blanche, du plancher aux murs de rideaux. Côté jardin, un double écran latéral permet de voir le spectacle qui se déroule en live in Chicago et celui qu'on aura aussi, en chair et en os, en direct de Montréal. L'intégration technique et technologique est la force de ces quatre humeurs.

Gerry Trentham s'est inspiré des tests de personnalité pour composer ses solos. Pendant qu'on voit en double Linnea Swan danser toute en bleue *Flegmatique*, Amy Taravella sur l'écran nage dans le rouge pour *Sanguine*. Suit le *Colérique* en jaune de Trentham, doublé à la télé par le *Mélancolique* en vert de James Morrow. Couleurs et traits de caractère sont schématisés

pour ces pièces basées sur les humeurs, nourries de souvenirs, de chansons, d'actions simples.

Le tout tient sur tout du théâtre. Le regard d'abord se divise entre l'écran et l'action, finit par s'unifier après que murs et planchers ont été envahis de projections, parfois magiques, en temps réel ou différé. Les mises en abîme et superpositions d'images détournent le sens. Efficace. La proposition est si claire qu'elle fait naître toutes sortes de questions. Comment utiliser ce décal entre le corps et sa projection? Est-ce que des écrans superposés, devant la scène, semblable à ce qu'on vit dans nos quotidiens technocentres, auraient été plus efficaces que cette division du regard? Pourquoi la danse perdue tant en devenant image? L'ensemble, rodé et roulant malgré le haut niveau de difficulté, est surréflectif et froid, mais la recherche, visuellement, techniquement et technologiquement, est cohérente, bien poussée et très intéressante. On a hâte de voir la suite, et on espère qu'elle gagnera en chair et en textures. Il faut souligner en revanche l'inacceptable manque de courtoisie qui consiste à jouer sans l'avoir annoncé une pièce chargée de textes tous en anglais.

Le Devoir

EN BREF

James Earl Jones honoré aux Oscar

Los Angeles — James Earl Jones s'apprête à recevoir un Oscar pour célébrer une carrière de près de 50 ans dans l'industrie du cinéma, et ce, même s'il prétend qu'il ne devrait même pas être un acteur. D'abord,

parce qu'il bégaye, mais aussi parce qu'il a été traumatisé par sa première expérience dans une salle de cinéma du Mississippi. Reste que l'acteur âgé de 80 ans a été nommé aux Oscar en 1970, pour *The Great White Hope*, un rôle qui lui avait permis de remporter un prix Tony deux années auparavant. Il a joué au grand écran et à la télévision. — AP

#405

Le Devoir vous invite à venir rencontrer ses artisans au Salon du livre de Montréal 2011.

Du 16 au 21 novembre prochain. Stand 405.

LES SPORTS

HOCKEY

Aujourd'hui
Buffalo à Boston, 19h
Ottawa à Toronto, 19h
New Jersey à Washington, 19h
Pittsburgh en Caroline, 19h
Dallas à Detroit, 19h
Winnipeg à Columbus, 19h
Tampa Bay à St. Louis, 20h
Calgary au Colorado, 22h
Minnesota à Los Angeles, 22h30
Phoenix à San Jose, 22h30

Demain
Philadelphie en Floride, 17h
Edmonton à Chicago, 19h
Minnesota à Anaheim, 20h
N.Y. Islanders à Vancouver, 21h

FOOTBALL

**LIGUE CANADIENNE
DEMI-FINALES DE SECTION**

Section Est

Demain
Hamilton c. Montréal, 13h
(au Stade olympique)

Section Ouest

Demain
Calgary à Edmonton, 16h30

FOOTBALL

Les Alouettes pourraient compter sur Guzman et Emry demain

FREDERIC DAIGLE

Marc Trestman pourrait retrouver certains joueurs clés pour la demi-finale de l'Est, que les Alouettes disputeront aux Tiger-Cats de Hamilton demain.

L'entraîneur-chef montréalais est persuadé de pouvoir compter sur les retours au jeu des seconds Ramon Guzman et Shea Emry contre les Tiger-Cats, ce qui aiderait grandement la ligne tertiaire des Alouettes.

«J'ai confiance de revoir Ramon dans l'alignement», a dit Trestman au sujet de celui qui s'est blessé à la cheville contre les Lions de la Colombie-Britannique, la semaine dernière. «Il est pratiquement remis à 100 %.»

Le n° 52 des Alouettes était d'ailleurs à l'entraînement hier. «La cheville est correcte. Si on jouait [aujourd'hui], je ne serais

pas de la formation, a reconnu Guzman, mais comme je pourrais compter sur deux jours de repos supplémentaires, je devrais être de la partie.»

Pour Emry, Trestman est moins confiant, mais il croit toutefois être en mesure d'inscrire son nom dans la formation. Le second âgé de 25 ans joue cependant de malchance. Après s'être remis d'une commotion cérébrale subie à la fin août — et qui a forcé les Alouettes à inscrire son nom sur la liste des blessés pour neuf matchs —, Emry est maintenant aux prises avec un virus qui l'a empêché de s'entraîner avec ses coéquipiers cette semaine.

Trestman a indiqué qu'Emry serait mis sous soluté et qu'une décision serait prise d'ici demain dans son cas.

Mais puisque Trestman ne prévoit pas utiliser Guzman et

Emry sur tous les jeux, Marc-Olivier Brouillette pourrait être mis à contribution au poste de second en plus de s'acquitter de sa tâche habituelle au sein des unités spéciales.

«Ca va dépendre de Guzman et d'Emry, mais je vais être prêt pour jouer aux deux postes», a indiqué le Québécois.

L'entraîneur a également annoncé que les retours de bottés seront confiés à Tim Maypray. Après que plusieurs candidats eurent tenté leur chance à cette position cette saison — dont Rashad Slaughter et Bo Bowling au cours des deux dernières semaines —, Trestman a donc décidé de se tourner vers un vétérinaire éprouvé.

«Nous sommes à l'aise avec son niveau de jeu, a indiqué Trestman, mais je tiens à souligner que ce n'est pas un signe d'insatisfaction

à l'endroit du travail qu'a effectué Bo la semaine dernière. Maypray est aussi celui qui compte le plus d'expérience à ce poste.»

Maypray, qui a amorcé la saison dans ce rôle avant de quitter l'équipe après avoir perdu son poste de partant aux mains de Perry Floyd, a été réintégré dans le giron de l'équipe la semaine dernière. Il avait été l'un des meilleurs du circuit Cohon en 2010 avec 1668 verges en retours de bottés d'envoi, de dégalement et de placement ratés.

Sean Whyte ne craint pas les feux de la rampe

Au cours des dernières années, le botteur de précision des Alouettes s'est souvent retrouvé impliqué au sein d'un jeu clé dans les derniers instants d'un match en séries. En fait, lors des deux derniers matchs pour

l'obtention de la coupe Grey, Damon Duval — qui occupait alors le poste — s'est retrouvé en plein cœur des événements.

Cette saison, c'est Sean Whyte qui s'acquitte de cette tâche. Et le botteur originaire de Surrey, en Colombie-Britannique, le fait plutôt bien: il a réussi 45 de ses 52 placements, a été parfait en 50 convertis et a accumulé 197 points au total afin d'être nommé joueur canadien par excellence de l'Association Est.

Même si la situation ne s'est jamais produite, il ne craint pas d'avoir le sort de son équipe au bout du pied à la fin d'un match aussi crucial que celui de demain. L'athlète âgé de 26 ans apprécie — comme tous les botteurs — les conditions offertes au Stade olympique.

La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

100 VISITES LIBRES

100 VISITES LIBRES

100 VISITES LIBRES

Les visites libres du week-end

Dimanche 14h à 16h

AHUNTSIC

1450 boul. Gouin Ouest.
Magnifique propriété centenaire (1875) en pierres taillées sur les quatre faces et unique en son genre, ayant gardé son cachet d'antan mais offrant le confort moderne. 5 c.c., 2 s. de b. Grande cour, arbres matures. Nombreuses rénovations (cuis., s. de b., s. de lav., etc...). Pl. de plus de 9' au r.d.c. Foyer au bois dans le salon. Murs de pierres dans salon et cuisine. Puits de lumière. Sous-sol fini. Garage + 3 stat. ext. 684 500\$.
duproprio.com/251128 514 745-1037.

ILE-DES-SOEURS

583 du Méliol.
Unifamiliale semi-détachée impeccable. Unité de coin, TRES lumineuse. Plan de 3 c.c. Peut facilement être reconverti. 2 1/2 s. de b., Planchers bois franc. Foyer. Climatisation. Sous-sol aménagé. Beaucoup de rangement. Fenêtres MQ. Système d'alarme. Rénovations majeures en 2008. Gar. + 1 stat. int. Cour clôturée. Terrain 3003 p.c. très privé avec terrasse + spa. Pas d'agents svp. 690 000\$
duproprio.com #280851 514 824-9081

POUR ANNONCER → 514.985.3454
petitesannonces@ledevoir.com

VISITES LIBRES DIMANCHE DE 14H À 16H

ÎLE-DES-SOEURS. 777 De la Noue # 503, code 54. Condo ensolleilé, 2 c.àc, garage, magnifique vue. Piscine sur le toit. 299 000 \$.

GASTON HÉNAIRE. 514-707-1286

MERCIER. Village Champlain. 3265, rue Clrier. Charmante maison de 4 chambres dont une au sous-sol. Prés. métro, grand jardin. 319,000\$ MLS: 8636860.

SAMIA OUERTANI. 514-572-1213

PLATEAU. 5019-5021, rue Resther. Duplex rénové avec belle cour intime et terrasse au 2^e. 2 salles de bain, cuisinière et foyer au gaz. Beaucoup de rangement. Double occupation. Peut aussi devenir un cottage facilement. 579 000 \$.

MICHEL GROLEAU. 514-597-2121

PLATEAU. 415 Rue Boucher. App. sur deux étages, 2 salles de bain, 2 chambres, belle terrasse très privée et adjacente à la cuisine. Tout près du métro Laurier, de la rue St-Denis et de tous ses attraits. Voilà une valeur sûre. 299 000\$ MLS 8619063.

SAMIA OUERTANI. 514-572-1213

PLATEAU. 4557 St-Dominique, au coin de l'avenue du Mont-Royal. Copropriété rénovée au 3^e étage d'un triplex, 2 + 1 chambres, 1 1/2 salle de bain. Il vous reste un projet à réaliser... une terrasse sur le toit !! 299 900 \$.

MARIE-FRANCE VACHON, B.A. 514-984-4064

PLATEAU. 4053-B De Bullion. 3e étage rénové, 3 chambres, Coin Duluth. Lumière. Espace. Emplacement!! 339 000\$

CÉLINE MORIN. 514-608-4402

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

NOUVEAU

PLATEAU - 267, Rachel E. # 114
Superbe unité de 650 pc avec entrée indépendante au Rachel-Julien.
249 000\$ MLS 8644088.

PLATEAU - 4354 RUE ST-ANDRÉ
Très grand condo au 3^e étage de + 1600 p. c., 3 c.àc, inondé de lumière et entièrement rénové. 558 000\$, MLS 8612221.

VENDU

PLATEAU - 4414 ST-ANDRÉ
Le charme authentique du Plateau dans une maison multigénérationnelle.
649 000\$. MLS 8621618.

PLATEAU - 56 BOUL. ST-JOSEPH O
Espace de bureaux sur 2 niveaux et 2450 p. c., 11 bureaux aménagés, idéal pour professionnels.
550 000\$. MLS 8603722.

PLATEAU - 4446-4448A, MESSIER
Triplex (3 x 4 1/2 d'environ 700 p. c. par étage. Le meilleur rapport qualité prix.
425 000 \$. MLS 8573141.

VENDU

OUTREMONT - 1060 BERNARD O. APP. 1
Copropriété très ensolleillée au RDC (orientation sud-ouest), 2 c.àc, boiserie et cachet au Garden Court. 375 000 \$. MLS 8607650.

EXOTIQUE ! NICARAGUA, SAN JUAN DEL SUR.
«Las Mañanitas» est un petit domaine de 150 000 pc, comprenant une grande maison et deux plus petites, une piscine joliment aménagée et d'autres bâtiments. Le rêve à portée de main... MLS 8368688, 349 000\$.

Patrice Dansereau
Bur. : 514 721-2121 Cell.: 514 999-9495
Viacapitale du Mont-Royal - www.agentimmobilier.blogspot.com

100 VISITES LIBRES

RUE MILTON
Condo, 2 c.c., 480 000\$
Visite libre dimanche 13 novembre de 14h à 16h
570 Milton
duproprio.com#183895
514 282-0401

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

PLATEAU COIN MONT-ROYAL
6 1/2 à 1 240 \$.
2+1 c.àc.
Salon double.
JEROME KLEIN
514 963-0568
Via Capitale du Mont-Royal

Coeur du centre-ville, proche
Bert-Ugam, 1 1/2, 3 1/2 et 5 1/2 de 705\$ à 1475\$. Poss. meublé. Rénové, chauffé et eau chaude, électricité, poêle et frigo inclus. Conciergerie 24h. 1-866-579-2205

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

FACE AU PARC MOLSON
4 1/2, 2 pièces doubles. Très bien entretenu, boiseries, vitraux, les entrées, rangement. Libre. 310\$.
514-377-3745 / 450-467-1812

MÉTRO BEAUDRY, 4 1/2 rénové.
Pl. bois, pl. 9', 2 balcons. Ref. Libre. 950\$ 514 523-4337

NDG - Spacieux 3 et 4 1/2
795\$-950\$ Chauffé, électros. pl. bois, vue parc, ensolleilé, poss. garage, balcon. 514-486-4875

OUTREMONT-590 rue Outremont
Coin Bernard, 3 1/2 rénové. Poêle, frigo, chauffé, eau chaude. 975\$ 514 992-1355

PLATEAU - COIN MONT-ROYAL
6 1/2 à 1 240 \$.
2+1 c.àc. Salon double.
Jerome Klein 514 963-0568
Via Capitale du Mont-Royal

Rosemont - 5 1/2 Lumioux
Rue Chabot-Baubien, rénové, libre maintenant, terrasse, engard, 900\$/mois 514 727-2284

ST-LAMBERT, Quartier Prévile
Condo, Grand 4 1/2, balcon, chauffé, éclairé, garage 2 sdb, très propre, 1000\$ 450-461-2505

STUDIO LOFT situé au carrefour du Plateau, Mile-End et Outremont
Electros inox, chauffé, a/c, asc. 514-207-0725

161 SOUS-LOCATION
Près Radio-Canada - 4 1/2
Tl équipé, meublé, stat. Déc-mai. 1 800\$/m. 514 284-9385

163 OFFRE À PARTAGER
PETITE PATRIE - Gr. 6 1/2 neuf
Style condo, WiFi, balcon, terr. Pr. marché J.-Talon et métro Beauharnois
Pers. tranquille. Non Fum.
690\$ tt inclus. 514 497-5769

PETITE PATRIE - Gr. 6 1/2 neuf
Style condo, WiFi, balcon, terr. Pr. marché J.-Talon et métro Beauharnois
Pers. tranquille. Non Fum.
690\$ tt inclus. 514 497-5769

167 MEUBLÉS
LONGUEUIL - LACHINE
2 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2
Tout meublé à neuf, foyer élec. tout inclus. Stat. Poss. internet. 450 651-5740 450 670-8130

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER
À PARIS - Montmartre
Près des vignes, charmant apt. 3 pièces, tout équipé, 1 à 4 pers. Semimois. 450 677-3727

À PARIS Petit bijou d'appart
sur la Butte Montmartre, au coeur de Paris. Paisible, ensolleilé, ascenseur, 2-3 pers. 514-489-5955
appartement-montmartre.com

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08 Tl équipé, très ensolleilé. Sur jardin Semimois 514 272-1803

171 HORS FRONTIÈRES À LOUER

CONDO WEST PALM BEACH
10 MINUTES DE LA MER
Vu spectaculaire sur le golf The President Country Club (2 golfs, 6 tennis), 2 c.c., 2 s. de b.
Mme LAROCHELLE
514 357-6230
nicolemorris@bellsouth.net

176 CHALETS À LOUER

10 MIN. Mont Orford/Magog
3 c.c. tt équipé. 15 déc.-15 jan. 2800\$ tt inclus. 514 284-9385

BORD DU FLEUVE : L'ISLET-sur-MER
Condos de villégiature. Location à la semaine.
1 888 845-8586 514 522-6229
oieblanchesummer.com

LAC-BROME, beau condo,
3 c.àc., 2 1/2 s/bains, foyer, accès ski de fond, près ski alpin. Disp. mois ou saison. Libre immédiatement.
514 694-9369

MONT-TREMBLANT
Versant Nord. 1 km des pentes. 3 c.c., 2 s. de b. Janvier à avril. 5 000\$ + élec. + tel. Non-Fum. Pas d'animaux. Pas de groupe. 514 731-8699 619 688-2603

185 CHAMBRES

PIED-à-TERRER - AHUNTSIC
Ch. meublée avec s. de b. privée. Vue sur rivière. Internet. Toutes commodités. Non-Fum. 500\$/m 514 384-2109

301 ŒUVRES D'ART

ŒUVRES D'ART à vendre
www.oeuvresd'art.ca

ŒUVRES D'ARTS À VENDRE
514 233-4189
www.galerienuances.com

Tableau du peintre canadien
Philip Henry Howard Surrey (1910-1990)
Dimension 18" X 24", intitulée "Le St-Laurent à Verdun", 1978. Faites une offre! 514-501-2084

450 EMPLOIS DIVERS

405 SANTÉ ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

SUICIDE ACTION MONTRÉAL RECHERCHE :

♦ un (e) coordonnateur (trice) aux affaires cliniques, à l'enseignement et à la recherche afin de combler un poste permanent (35h/sem.).

Pour tous les détails concernant la description de poste, les exigences d'embauche et les conditions de travail, consulter le www.suicideactionmontreal.qc.ca sous l'onglet OFFRES D'EMPLOI et envoyer votre CV au plus tard le 12 décembre 2011 à 17h par courriel : emplois@suicideactionmontreal.qc.ca

415 SECTEUR INFORMATIQUE

Entreprise de chirurgie assistée par ordinateur recherche **PROGRAMMEUR ORIENTÉ OBJET** avec bacc ou maîtrise. C/C++, Visual Studio, Matlab, OpenGL. Rémunération selon qualification. Envoyer CV à info@effelmedtech.com

303 ANTIQUITÉS

ENSEMBLE de salle à manger québécois en pin :
table, rallonges, 8 chaises à la capucine, grand miroir encadré. 1 150\$ 514 735-9427

307 LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142 4487 de la Roche/Mt-Royal

J'ACHETERAIS DISQUES DE VINYLE
de musique classique et jazz. Vous cherchez à vous départir de votre collection ? 514 485-8171

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien

450 EMPLOIS DIVERS

405 SANTÉ ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS

Partez en vacances avec accompagnante de confiance, pour personnes à mobilité réduite. 514 516-8935

530 COURS

DEVENEZ AUTEUR en 12 leçons
Ecole des Écrivains
www.ecoledesecrivains.ca
450 672-4893

542 MASSOTHÉRAPIE

AIMABLE FEMME reçoit pour massage. Épilation au sucre (cire bio hypoallergénique.) 514 680-4314

597 RENCONTRES

Homme libre, début cinquantaine, cherche compagne pour voyage dans le sud début janvier 2012. Écrire à: CP 70152, Québec, Qc G2J 0A2

599 MESSAGES

Voter pour **Andréanne A. Malette** à Star Académie le 17 novembre prochain dès 19h30 à TVA1 www.andreanneamalette.com

695 AUTOMOBILES

WESTFALIA 1989
Très bonne condition. Conduite manuelle. Jamais sorti l'hiver, 14 500\$. 514 277-2856

450 EMPLOIS DIVERS

OFFRE D'EMPLOI

REPRÉSENTANT(E) PETITES ANNONCES

LE DEVOIR
Libre de penser

Un poste de représentant(e) aux petites annonces est actuellement ouvert. Il s'agit d'un poste permanent, de 37 1/2 heures/semaine.

Description de tâches:

- Sollicitation de nouvelles clientèles
- Renouvellement d'annonces
- Suivi de dossiers à long terme
- Annonces directes encadrées
- Autres responsabilités connexes;

RÉMUNÉRATION : Commissions

Toute personne intéressée à présenter sa candidature doit le faire par écrit en soumettant son curriculum vitae avant le 18 novembre 2011 à l'attention de Claudette Béliveau, par courriel à l'adresse : clbeliveau@ledevoir.com ou par télécopieur au 514 985-3330

L'ENGAGEMENT À LONG TERME VOUS FAIT PEUR?

Soyez famille d'accueil! La Société pour la Prévention contre la Cruauté envers les Animaux (SPCA) recherche des familles d'accueil pour héberger à court terme chiens, chats, lapins et autres animaux sympathiques jusqu'à ce qu'ils puissent être placés pour l'adoption. Le service de soins vétérinaires est disponible en échange d'une contribution minime. La nourriture et l'équipement peuvent également être fournis. L'hébergement peut durer quelques jours ou plusieurs mois. Pour en savoir plus sur le programme des familles d'accueil de la SPCA, visitez www.spcamontreal.com ou téléphonez au 514.735.2711, poste 2237.

AVIS DE DÉCÈS

Roy, Jean-Marie 1925-2011

À l'Hôtel-Dieu de Québec, ce 3 novembre 2011, à l'âge de 86 ans, est décédé l'architecte Jean-Marie Roy, fils de feu madame Adélie Bernard et de feu monsieur Romuald Roy. Né à Saint-Léon-de-Standon, il demeurait à Québec.

Il laisse dans le deuil son épouse Hélie Bourque; ses enfants: André (Andrée Lambert), Bruno (Leila Khamzina), Nathalie et Stéphane (Éliane Excoffier); ses petits-enfants: Stéphanie, Florence, Laurent, Renaud, Maxime et Vincent; ses sœurs: Colette (Damien Boissonneault) et Anita (feu Delmas Lafamme); son beau-frère Gilles Gobeil (feu Pauline Roy) ainsi que de nombreux parents, amis, collègues et collaborateurs. La famille tient à remercier, pour leur dévouement, le personnel de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Il a été confié à la:

Coopérative funéraire des Deux Rives
Centre funéraire du Plateau
693, avenue Nérée-Tremblay, Québec
Informations : 418 688-2411
Envoi d'un message de sympathie
Télécopieur : 418 688-2414
residence@coopfuneraire2rives.com

Selon ses volontés, il ne sera pas exposé. Un service religieux sera célébré, en présence des cendres, le **samedi 19 novembre 2011 à 14h en l'église St-Dominique (175, Grande-Allée Ouest, Québec)** où la famille recevra les condoléances à compter de 13h. L'inhumation se fera ultérieurement au cimetière Mont-Hermon.

Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Fondation l'Aubervivrière, téléphone: 418 692-4248, courriel : fondation@aubervivriere.org. Des formulaires seront disponibles sur place.

Coopérative funéraire des Deux Rives
Siège social
280, 8^e Rue
Québec (Québec) G1L 2N9
téléphone : 418 688-2411
télécopieur : 418 525-6971
residence@coopfuneraire2rives.com
www.coopfuneraire2rives.com

Contectez **LE MÉMORIEL** pour publier un ou des :

AVIS DE DÉCÈS

FAIRE-PART

REMERCIEMENTS

CONDOLÉANCES

ANNIVERSAIRES

HOMMAGE

IN MEMORIAM

Téléphone : 514 525-1149
necrologie@lememorial.com

NOTRE ADRESSE :
107 - 1855 du Havre,
Montréal H2K 2X4

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

LES PETITES ANNONCES

514.985.3322  1 800.363.0305

DEMEURES, AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

Charme & prestige

<p>NOUVELLES GALERIES</p>  <p>HAUT OUTREMONT</p> <p>20 Maplewood – 2 195 000 \$</p> <p>Remarquable et classique outremontaise détachée, en bon état, sur rue convoitée. Splendides fenestration et vitrail, 12 pièces. Plafonds 11', boiseries, 3 500 p.c. net + s/sol fini, 2 foyers, 5 ch., 3 s/bains, 1 s/eau, Garage double, 2 stat. ext. Jardin, pergola, 2 grandes galeries neuves.</p> <p>MLS # 847 2772</p> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">GARAGE DBLE + 2 STAT.</p>	<p>RÉNOVÉE</p>  <p>LAC MEMPHRÉMAGOG</p> <p>Potton – 1 049 000 \$</p> <p>Belle propriété en bordure du lac Memphrémagog sur un terrain de 50 000 p.c. avec 200 p. de frontage sur l'eau. Agrandie et rénovée en 2009-2010, 9 pièces dont 4 chambres, 3 s/bains. « Boathouse », quai privé, grand rangement pour kayaks.</p> <p>MLS # 859 9156</p>	<p>DOMAINE ANCESTRAL</p>  <p>FRELIGHSBURG</p> <p>107-111 chemin du Pinnacle – 1 310 000 \$</p> <p>Un des plus beaux villages du Québec près du mont Pinnacle. Domaine ancestral de 220 acres. Maison principale en pierre 1792 avec autre maison pour invités. Rénovations majeures récentes de haute qualité. Étang, ruisseaux, forêt. Tranquillité absolue et services à proximité.</p> <p>MLS # 835 6686</p> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">2 MAISONS</p>	<p>À LOUER</p>  <p>NOUVEAUTÉ</p> <p>710 Wiseman – 2300 \$/mois chauffé</p> <p>Emplacement idéal entre le métro et les magasins de Van Horne et la rue Bernard et ses restos. Haut de duplex détaché, très bon état, entrée privée, 4 chambres, garage. Qualité de vie exceptionnelle au quotidien.</p> <p>MLS # 846 0986</p> <p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">GARAGE</p>	<p>DONATEURS SPCA</p>  <p>CHARLOTTE MICHAUD Courtier Immobilier 514-272-1010 www.charlottemichaud.com cmichaud@sutton.com Groupe sutton-immobilia inc. Agence immobilière</p>
--	---	---	--	--

VISITE LIBRE
Dimanche 13 nov. 14h à 16h



AUX ABORDS DU ST-LAURENT
4714, rue Des Jardins - Saint-Antoine-de-Tilly

Amateurs de nature, vous serez comblés par ce cottage. Accès au fleuve, petit vignoble sur terrain de 42 500 p.c. Vous offre : 4 chambres à coucher, verrière, chambre froide, 2 salles de bain, sous-sol totalement aménagé, garage simple et plus encore. Bienvenue à tous!

JEAN-FRANÇOIS MORIN
www.jeanfrancoismorin.ca
418 801-8011
Courtier Immobilier - Century 21 Nord Sud

VISITE LIBRE
dimanche 14h à 16h



AHUNTSIC
1450 BOUL. GOUIN OUEST

Magnifique propriété centenaire (1875) en pierres taillées sur les quatre faces et unique en son genre, ayant gardé son cachet d'autan mais offrant le confort moderne. 3 c.c., 11/2 s. de b. Grande cour, arbres matures. Nombreuses rénovations (cuis., s. de b., s. de lav., etc...) Pl. de plus de 9' au r.d.e c. Foyer au bois dans le salon. Murs de pierres dans salon et cuisine. Puits de lumière. Sous-sol fini. Garage + 3 stat. ext. 884 500\$

duproprio.com/253466
514 745-1037

VISITE LIBRE
dimanche 14h à 16h



583 DU MÉLILOT
ILE-DES-SŒURS - INTIMITÉ

Unifamiliale semi-détachée impeccable. Unité de coin, TRÈS lumineuse. Plan de 3 c.c. Peut facilement être reconverti. 2 1/2 s. de b. Planchers bois franc. Foyer. Climatisation. Sous-sol aménagé. Beaucoup de rangement. Fenêtres MQ. Système d'alarme. Rénovations majeures en 2008. Gar. + 1 stal. Int. Cour clôturée. Terrain 3003 p.c. très privé avec terrasse + spa. Pas d'agents svp. 690 000\$

duproprio.com/#280851
514 824-9081



ST-SAUVEUR

Propriété et site magnifiques, directement sur la rivière Simon, + petit lac artificiel et pisc. creusée. Terrain 100 000 p.c. Toit et fosse septique refaits à neuf. Garage triple avec pl. en céramique et armoires au mur. Entrée élect. 400 A, 4 c.c., 4 grands salons et 3 foyers. 5000 p.c. habitable. 750 000 \$

514-946-9077

PLATEAU



Magnifique maison de ville en parfait état de 2426 p.c., 11 pièces sur 3 niveaux (dont 5 chambres, 2 s/bain, 1s/eau). Beau foyer et boiseries. Rénovation haut de gamme conservant le cachet. Secteur recherché. Vue exceptionnelle sur Mont-Royal. Superbe patio et 2 balcons. Jardin paysagé. Nombreuses inclusions (dont 8 électros). Possibilité de bachelor. 1 085 000 \$

[DuProprio.com / 282301](http://DuProprio.com/282301)
514 987-4999



PLATEAU MT-ROYAL

Cachet et modernité. Rare maison unifamiliale d'environ 3,450 p.c. sur 3 niveaux. 4 chambres à coucher, 3 salles de bains, 1 salle de douche, 3 salons, 2 foyers, puits de lumière, Cuisine d'été. Magnifique jardin. Propriété minutieusement rénovée. Occupation intergénérationnelle ou bureau à domicile possibles. MLS 8620761. 1 580 000\$.

ESTHER LEBLANC
estherleblanc55@gmail.com **514-220-2454**
courtier immobilier agréé

APPARTEMENT À PARTAGER **NOUVEAU PRIX**



PETITE PATRIE

Grand 6 1/2 neuf, style condo, WIFI, balcon, terrasse. Près marché Jean-Talon et métro Beaubien. Personne tranquille. Non Fumeur. 690\$/m tout inclus.

514 497-5769



BORD DE L'EAU

Vous rêvez d'une maison à la campagne? Votre rêve est accessible dès maintenant! Magnifique propriété sur le bord d'un lac écologique. Site enchanteur, tranquillité assurée. Excellent ratio qualité/prix. Ne manquez pas votre chance! Pour plus d'infos.

Téléphonez au **514 998-1545**
et visitez le : www.lac-des-six.com

SÉLECTION DE MODÈLES LIMITÉE.



WHITLOCK WEST
Hudson, Québec

Une communauté exclusive, au cœur d'un golf privé.

(450) 458-5688 • www.whitlockwest.com

BORD DU FLEUVE



POINTE-RIVIÈRE-DU-LOUP

De toute beauté! Vue époustouflante sur le fleuve. Spacieuses pièces de vie orientées au fleuve. Sous-sol hors-terre. Unique. Site convoité!

DENISE ROY DEGUARA
418 653-5353
RE/MAX Fortin Delage D.R.D.
agence immobilière



VILLE-MARIE

Au cœur de la ville avec superbe jardin aménagé, terrasse avec jardin d'eau et possibilité de faire un stationnement, accès facile par la rue. Complètement rénové entre 2007 et 2011 style contemporain, qualité et goût sont au rdv, belle aire ouverte au rdc et 3 cac à l'étage. A voir!!! 459 000\$ MLS 8607914

DANIELLE LANDRY 514 898-8131
RE/MAX du Cartier Inc.



BORD DE MER / KAMOURASKA

Site exceptionnel avec vue sur le fleuve.

Maison historique 1853, rénovée 2007. Condos sur 3 étages / Location à la semaine

pointeauxoriginaux.com
TÉL. (514) 522-6229



SITUATION EXCEPTIONNELLE

FACE AU PARC JEANNE-MANCE ET LA MONTAGNE

Appartement enchanteur et de grande classe dans un immeuble classé Monument Historique. Près de 2 000 p.c. avec 3 chambres, deux salles de bain, plafond 11 pieds, foyer, etc. A besoin d'un peu d'amour.

CLAUDE LEMAY
courtier Immobilier
514-334-1233
514-979-1233 (coll.)
Groupe Sutton-Access



Consultez notre section vin

LE DEVOIR.com /vin